



IL EST CLAIR SUR SES AMBITIONS ET SES CHOIX

**Belmadi : « Mon contrat court jusqu'en 2026, avec l'objectif de gagner des titres »**

P.2



IL A PASSÉ PRÈS DE TROIS ANS À LA TÊTE DU MINISTÈRE DU COMMERCE

**Kamel Rezig nommé conseiller du Président Tebboune**

P.2

# L'EXPRESS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION // MARDI 21 MARS 2023 // N°519 // PRIX 20 DA // Directeur de la publication : ZAHIR MEHDAOUI

RÉUNION DU CONSEIL DES MINISTRES

## Les fermes instructions du Chef de l'Etat

Lire en page 3



2<sup>E</sup> CONFÉRENCE PARLEMENTAIRE « RUSSIE-AFRIQUE »

## Une délégation parlementaire y prend part

P.16



OPÉRATION DE BOISEMENT DE GRANDE AMPLEUR

## Plus de 4 millions d'arbrisseaux plantés

P.16

PRÉVENTION ET RÉPRESSION DE L'USAGE ET DU TRAFIC DE STUPÉFIANTS

## Le gouvernement veut alterner la carotte et le bâton

P.4



CELA S'EST PASSÉ SUR LES HAUTEURS DE LA VILLE DE BÉJAÏA

## Tentative de cambriolage d'une poste en ville

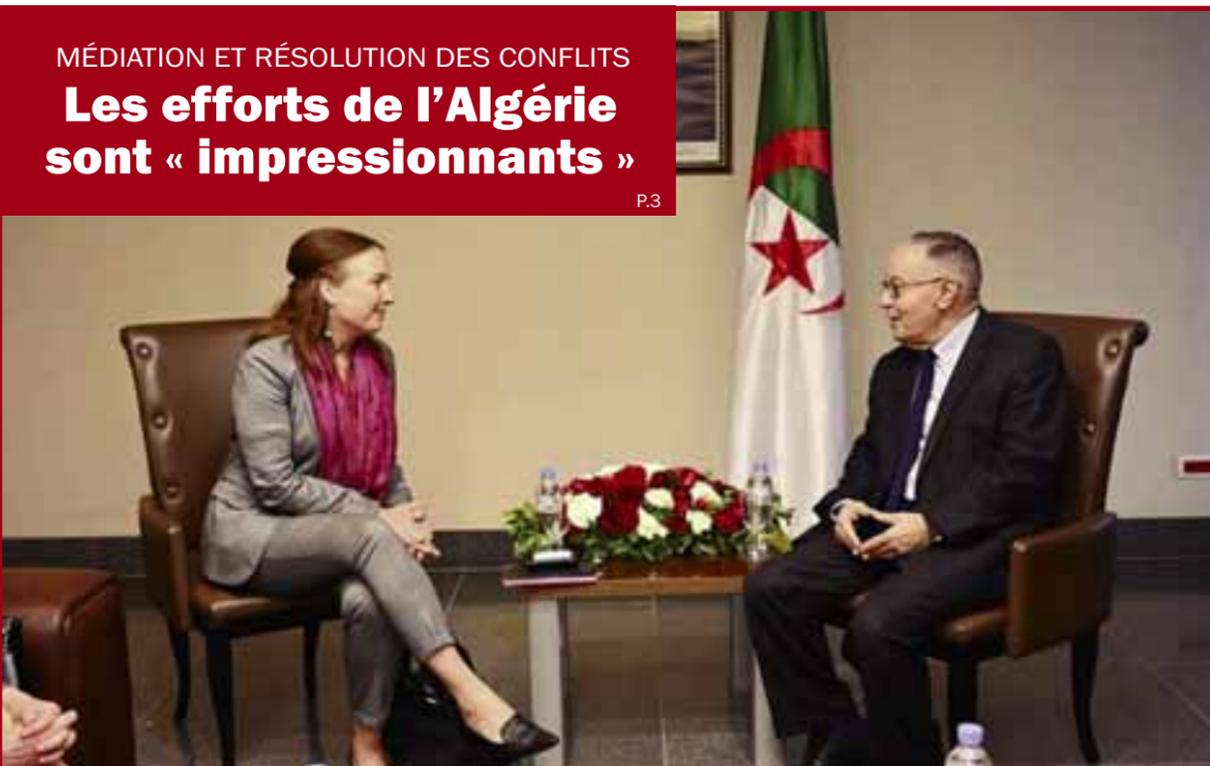
P.16



MÉDIATION ET RÉOLUTION DES CONFLITS

## Les efforts de l'Algérie sont « impressionnants »

P.3





## RÉINSERTION DES DÉTENUÉS DANS LA VIE SOCIALE VOICI COMMENT LES CHOSSES DEVRAIENT FONCTIONNER

L'Etat accorde un intérêt particulier à la réinsertion des détenus dans la vie sociale et dans la construction de la société. La direction générale de l'administration pénitentiaire ne semble pas lésiner sur les moyens pour réaliser cet objectif. Plusieurs secteurs d'activité sont appelés à y contribuer. Un ensemble de secteurs contribuent à la réussite sur le terrain de la politique de



l'état en matière de réinsertion des détenus, pour qu'ils puissent apporter leur apport à la construction de la société.

## KAMEL REZIG NOMMÉ CONSEILLER DU PRÉSIDENT TEBBOUNE

Après plus de trois ans passés à la tête du ministère du Commerce et de la Promotion des exportations, Kamel Rezig a cédé sa place à Tayeb Zitouni, à la faveur du remaniement ministériel opéré par le président Tebboune jeudi dernier. Kamel Rezig faisait office de doyen du gouvernement en étant le seul à avoir survécu aux différents changements effectués par le chef de l'Etat depuis la nomination du premier exécutif en janvier 2020, jusqu'à ce jeudi 16 mars. Le sort de Rezig à la tête du ministère du Commerce était scellé depuis la publication mardi



21 février d'une dépêche de l'agence officielle APS qui faisait état de la « colère » du président Tebboune contre certains ministres de son gouvernement. Si l'auteur de la dépêche n'a

pas cité de noms, les observateurs ont tout de suite pointé du doigt Kamel Rezig pour sa gestion des importations qui est l'un des principaux motifs de la « colère » présidentielle.

## DEUX PERSONNES ARRÊTÉES ET PRÈS DE 600 PIÈCES DE MONNAIE ANCIENNES SAISIES

Deux personnes ont été arrêtées par la Brigade de recherche et d'intervention (BRI) de la Sûreté de wilaya de Chlef pour leur implication dans la contrebande de pièces de monnaie anciennes à valeur archéologique, avec la saisie en leur possession de près de 600 pièces de monnaie issues de fouilles illégales. Cette opération a été réalisée sur la base d'informations portant sur la pré-

sence de personnes s'apprêtant à vendre des pièces de monnaie anciennes, à travers des wilayas du centre du pays. Les investigations entreprises à cette suite ont permis l'arrestation des deux suspects et la saisie en leur possession des pièces de monnaie archéologiques proposées à la vente. Selon le chargé de communication auprès de ce corps, le commissaire Ankoud, l'expertise technique réalisée sur ces

pièces de monnaie anciennes (de forme carrée), en coordination avec les services de la culture, a démontré que celles-ci (pièces de monnaie) datent de la période de la dynastie almohade. Les deux prévenus ont été déferés devant le tribunal de Chlef pour les chefs d'inculpation de « contrebande de pièces de monnaie anciennes, et possession et recel de biens culturels en vue de leur vente.

## BAC, BEM ET PROCHAINE RENTRÉE SCOLAIRE BELABED DONNE DES INSTRUCTIONS FERMES

Les examens de fin d'année, particulièrement le BAC et le BEM, en plus de la préparation du dernier trimestre de l'année scolaire en cours constituent les principales directives du ministre de l'Éducation nationale, Abdelhakim Belabed, à l'issue de la conférence nationale de deux jours, tenue au siège du département ministériel. C'est ainsi que tout en saluant les efforts « colossaux et le haut sens éducatif » de toutes les composantes de la communauté éducative, le ministère de l'Éducation nationale a appelé tout un chacun à une préparation optimale à ces examens ainsi qu'à la mise de tous les moyens humains et pédagogiques pour la réussite de la prochaine rentrée scolaire 2023-2024. Dans le même contexte, le ministre de l'Éducation nationale a insisté auprès des responsables des quatre ateliers de la conférence de tout mettre en œuvre pour les concrétisations issues des différentes recommandations non sans insister pour que la rentrée scolaire se déroule dans les meilleures conditions avec la mise à la disposition des enseignants et des élèves de



l'ensemble des conditions pour leur permettre de ne se consacrer qu'à l'aspect éducatif. Aussi, Abdelhakim Belabed est revenu longuement à la nécessaire question de numérisation en ce qui concerne la gestion de la question pédagogique et administrative des établissements scolaires. Plus concrètement, la conférence, présidée par le ministre via visioconférence, a été dédiée à la gestion des ressources financières, matérielles et humaines, ainsi que des équipements, des structures et des diverses opérations de soutien scolaire, qui constituent les axes majeurs de la rentrée scolaire 2023-2024. Pour la précision, les travaux de ce colloque national, ont été répartis en quatre ateliers : un

premier atelier de préparation des examens scolaires nationaux pour la session 2023. Le second atelier concerne l'encadrement pédagogique et administratif et les examens professionnels. Le troisième a été consacré au contrôle des dernières opérations pour préparer la rentrée scolaire 2023-2024. Et enfin le dernier atelier a été consacré à la situation de l'enseignement de la langue amazighe. Par ailleurs, et coïncidant avec le 61<sup>e</sup> anniversaire de la Fête de la victoire, célébrée le 19 mars de chaque année, une minute de silence a été observée à la mémoire des martyrs lors de l'ouverture du colloque. A cet effet, M. Belabed a affirmé que «cette date restera immortelle».

BELMADI

## “MON CONTRAT COURT JUSQU'EN 2026 AVEC L'OBJECTIF DE GAGNER DES TITRES”

Le sélectionneur de l'équipe nationale de football Djamel Belmadi a souligné qu'il «vaut mieux voir Housssem Aouar venir en pleine forme physique», pour expliquer la non-convocation du milieu offensif de l'Olympique Lyon pour la double confrontation face au Niger, les 23 et 27 mars, dans le cadre des 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> journées (Gr.F) des qualifications de la CAN-2023

(reportée à 2024), au moment où le joueur a fait part jeudi de sa décision d'opter officiellement pour l'Algérie. Lors de sa conférence de presse tenue au Centre technique national (CTN) de Sidi Moussa, le sélectionneur national a assuré de l'envie farouche de Housssem de venir jouer. «Il a fait sa démarche de changement de nationalité sportive,

il a une sélection avec l'équipe de France A. Il a touché une équipe de niveau mondial, c'est quelque chose. C'est un joueur qui a un très gros talent. Il a des qualités bien au-dessus de la moyenne. Il peut devenir un maillon très important de notre équipe. Il sera capable de faire tout ce qu'il sait faire le jour où, physiquement, il aura repris.», a indiqué Belmadi.

## LE PRÉSIDENT IRANIEN INVITÉ PAR LE ROI SALMANE À VISITER L'ARABIE SAOUDITE

Le président iranien Ebrahim Raïssi a salué et accepté une invitation du roi saoudien Salmane à se rendre à Riyad afin de sceller le rapprochement entre leurs deux pays. Cette annonce fait suite à l'annonce du rétablissement de leurs relations diplomatiques, le 10 mars dernier. Dans une lettre

au président Raïssi, le roi Salmane d'Arabie saoudite a salué l'accord conclu entre les deux pays frères, l'a invité à Riyad et a appelé à une forte coopération économique et régionale. «Ebrahim Raïssi a salué cette invitation», a indiqué sur Twitter son chef de cabinet adjoint, Mohammad Jamshidi. Le

ministre iranien des Affaires étrangères, Hossein Amir-Abdollahian, a affirmé que les deux pays s'étaient entendus sur une prochaine réunion de leur chef de la diplomatie. Il a indiqué que «trois lieux» avaient été suggérés «pour tenir cette rencontre», sans préciser lesquels.

# L'EXPRESS

Quotidien national d'information  
édité par la

**SARL ADRA COM**

Adresse : Maison de la  
presse Abdelkader safir,  
02 Rue Farid Zouiouache,  
Kouba, Alger  
Tel/FAX Administration  
et publicité: 023.70.99.92

DIRECTEUR  
DE LA PUBLICATION:

**ZAHIR MEHDAOUI**

zahir.mehdaoui1969@gmail.com

Email:

redaction@express-dz.com

Site Web:

www.lexpressquotidien.dz

/ TEL/FAX: 023.70.99.92

Directeur  
de l'administration  
et des finances  
**NOURDINE BRAHMI**

Service-pub@lexpressquotidien.dz

**Impression SIA**  
**Alger Bab Ezzouar**

**PUBLICITÉ :**  
**S'ADRESSER À L'AGENCE**  
**NATIONALE DE**  
**COMMUNICATION D'ÉDITION**  
**ET DE LA PUBLICITÉ ANEP**

Alger : 1, avenue Pasteur

Tel : (021) 71.16.64 -

(021)73.71.28

Fax : (021) 73.95.59 -

(021)73.99.19

Mail :

agence.regie@anep.com.dz  
programmation.regie@anep.com.dz

SUR INSTRUCTION DONNÉE PAR LE CHEF DE L'ÉTAT EN CONSEIL DES MINISTRES :

# Le gouvernement appelé à réduire la fréquence de ses réunions

**Tebboune ordonné de s'abstenir complètement de l'utilisation exagérée de phrases politiques stéréotypées qui glorifient des personnalités à travers les médias et qui suggèrent que toute activité gouvernementale de quelque nature que ce soit est dirigée sur instruction du président de la République...**

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a présidé hier une réunion du Conseil des ministres avec au menu deux exposés : le premier concerne l'approvisionnement du marché en produits de large consommation durant le mois de Ramadhan et le deuxième porte sur le taux d'avancement des projets de dessalement de l'eau de mer et d'alimentation en eau potable, peut-on lire dans un communiqué de la Présidence de la République. A cette occasion, le chef de l'Etat a demandé au Premier ministre, Aimene Benabderrahmane, de réduire au maximum les réunions du gouvernement, sauf nécessité. De même, il a ordonné au Premier ministre d'orienter les efforts du gouvernement vers le travail de terrain et de se concentrer sur la mise en œuvre des programmes et projets d'intérêt pour les citoyens. Le Président de la République a, par ailleurs, ordonné d'appliquer une réduction de 50% sur les voyages aériens et maritimes en faveur des Algériens établis à l'étranger. Dans un autre registre, Tebboune a ordonné aux membres du gouvernement de faire preuve de détermination dans les



réponses à apporter aux attentes et aux préoccupations des citoyens. Dans ce cadre, le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire a été instruit d'établir un calendrier de visites de terrain, sous la direction du Premier ministre. Le président de la République a également mis en garde contre le fait de faire des promesses ministérielles infondées aux citoyens et de présenter des délais irréalistes. Il a en outre ordonné de s'abstenir complètement de l'utilisation exagérée de phrases politiques stéréotypées qui glorifient des personnalités à

travers les médias et qui suggèrent que toute activité gouvernementale de quelque nature que ce soit est dirigée sur instruction du président de la République. Dans le même contexte, le président Tebboune a ordonné au gouvernement de commencer immédiatement à accélérer la voie de la numérisation et des statistiques précises en tant que système de pratiques dans tous les secteurs. Concernant l'approvisionnement du marché en produits de large consommation durant le mois de Ramadhan 2023, le Président de la République a ordonné au gouvernement de renforcer le

contrôle et l'organisation, notamment dans les grandes villes, afin d'éviter toute forme de fluctuation et de spéculation. Il a également demandé au gouvernement de s'éloigner de l'austérité, en fournissant les produits de base aux citoyens, et de s'orienter progressivement vers un mode de consommation sain. Enfin, le Président Tebboune a ordonné le report et l'enrichissement de l'exposé relatif à l'approvisionnement en eau potable et aux usines de dessalement d'eau de mer. Ce sujet sera discuté lors du prochain Conseil des Ministres.

Y. S.

MÉDIATION ET RÉOLUTION DES CONFLITS

## LES EFFORTS DE L'ALGÉRIE SONT «IMPRESSIONNANTS»

Les efforts de l'Algérie en matière de médiation pour la résolution des conflits sont « impressionnants ». Ce sont là les propos de la directrice du Centre finlandais de médiation pour la paix, Katja Ahlfors, qui s'exprimait lors d'une conférence qu'elle a animée à l'Institut national d'études de stratégie globale (Inesg) sur la médiation internationale et ses défis. Citée dans une dépêche de l'agence APS, la responsable finlandaise a souligné que « le rôle qu'a joué l'Algérie dans la libération des otages américains en Iran, dans la résolution de la crise opposant l'Éthiopie et l'Érythrée, en Irak et à présent dans d'autres conflits en Afrique est à saluer à plus d'un titre », relevant que « le non-alignement de l'Algérie et sa neutralité légendaire sont le secret du succès à chaque fois des efforts de la médiation algérienne ». Elle a également fait observer que « ces caractéristiques sont aussi à l'origine de la bonne réputation qu'a la Finlande en termes de médiation internationale ». Selon Mme Ahlfors, l'expertise de l'Algérie en matière de médiation et de facilitation dans la résolution des conflits lui permet de continuer à jouer encore ce rôle en ce 21<sup>e</sup> siècle, marqué par l'émergence de nouveaux conflits causés par de nouvelles problématiques, à l'instar de la rareté de l'eau, de l'immigration clandestine ainsi que du sous-développement. « La médiation algérienne sera d'un apport déterminant, particulièrement dans le continent africain où sa voix est plus qu'écoutée et respectée », a-t-elle insisté. Dans ce contexte, la directrice du Centre finlandais de médiation pour la paix a indiqué que la crédibilité de l'Algérie et de la Finlande en matière de médiation permet à ces dernières de jouer désormais « un rôle clé dans la résolution des conflits d'ordre bilatéral et multilatéral et à l'échelle internationale ». Elle a fait savoir, à ce titre, que sa visite en Algérie, qui intervient après celles d'autres responsables finlandais en Algérie, s'inscrit justement dans l'objectif d'explorer de nouvelles voies et d'approfondir celles existantes pour pouvoir coordonner et travailler ensemble à l'échelle mondiale. Katja Ahlfors n'a pas manqué, à cette occasion, de rappeler que la Finlande, dont l'expertise en termes de médiation et de facilitation dans la résolution des conflits est « particulièrement sollicitée », est membre actif dans nombre de groupes de médiation, et ce, au sein de l'Union européenne (UE) et aux Nations unies. De son côté, le directeur général de l'Inesg, Abdelaziz Medjahed, a plaidé dans son intervention pour l'adoption d'un « style direct et sans ambages » dans la médiation internationale. « Les auteurs et les parties à l'origine des conflits doivent être traités en tant que tels. Ils doivent être mis devant leurs responsabilités », a-t-il clamé. Il a noté, à ce sujet, que le conflit au Sahara occidental, la crise en Libye et les agressions contre le peuple palestinien « perdurent justement à cause du silence observé à l'endroit des auteurs à l'origine de ces conflits ». M. Medjahed a dénoncé, dans ce contexte, particulièrement la politique de deux poids deux mesures adoptée par des ONG. Il a appelé, par ailleurs, les pays riches à anticiper les conflits dans certaines régions du monde, particulièrement en Afrique, et ce, à travers le renforcement des investissements.

Y. S.

## Trafic de drogues dans la région : l'Algérie dénonce à l'ONU la stratégie de déstabilisation du Maroc

La représentante permanente de l'Algérie auprès des Nations unies à Vienne, Faouzia Boumaiza Mebarki, a dénoncé la stratégie de déstabilisation dirigée par le Maroc à l'encontre de l'Algérie et des pays de la région avec le trafic de drogues, mettant en garde la communauté internationale sur les répercussions dangereuses de cette pratique sur les populations. Dans un discours devant la 66<sup>e</sup> session de la Commission des stupéfiants de l'ONU (CND) tenue à Vienne, la diplomate a exposé les préoccupations de l'Algérie au sujet du trafic de drogues dans la région. Elle a rappelé qu'en Algérie, chaque année, d'énormes quantités de cannabis sont saisies. Pour 2022, plus de 58 tonnes de résine de cannabis ont été saisies en Algérie en provenance du Maroc, ainsi que 5 tonnes de cannabis en herbe, 94 kilos de graines de cannabis et 2 485 plants de cannabis. « Ces chiffres prouvent qu'il y a une vraie stratégie de déstabilisation du pays par le ciblage de sa jeunesse. Malheureusement chaque année, il y a un accroissement des quan-

tités de drogues en provenance du Maroc », a déploré la diplomate algérienne en Autriche. Selon Mme Boumaiza Mebarki, le Maroc, premier producteur mondial de cannabis, est devenu le pays de transit par excellence d'autres drogues, soulignant que d'autres pays voisins souffrent de ce déferlement. « L'Algérie a alerté la communauté internationale sur les répercussions dangereuses de la reclassification du cannabis et de la résine de cannabis », a rappelé la diplomate, déplorant leur retrait du 4<sup>e</sup> Tableau de la Convention internationale unique sur les stupéfiants de 1961, en les maintenant dans le 1<sup>er</sup> tableau de cet instrument. « Ce n'est plus possible de se taire face à l'hostilité croissante du Maroc dont le déferlement de cannabis ainsi que la cocaïne, les psychotropes et l'ecstasy sont un des moyens d'agression », a-t-elle prévenu. Par ailleurs, le rapport mondial sur les drogues 2022 confirme, dit-elle, que « la proportion de personnes souffrant de troubles psychiatriques et le taux de suicides associés à

l'usage régulier de cannabis ont augmenté, tout comme le nombre d'hospitalisations. Quelque 40% des pays ont indiqué que le cannabis était la substance associée au plus grand nombre de troubles liés à l'usage de drogues ». Cette atteinte à la santé publique, dont sont victimes les adolescents et jeunes adultes, est porteuse de menaces à l'économie et à la sécurité de l'Algérie, a poursuivi Mme Boumaiza Mebarki, expliquant que les laboratoires d'analyses ont établi que le cannabis en provenance du Maroc présentait un taux élevé en Delta-9-Tetrahydrocannabinol (THC) se situant à hauteur de 49,5%.

### UNE ARME DE DESTRUCTION MASSIVE

En outre, elle a exposé le moyen employé du côté marocain pour rendre l'offre alléchante, en proposant le paiement retardé, c'est-à-dire de ne payer la marchandise qu'une fois vendue, un procédé qui démontre, selon l'oratrice, « à quel point ce commerce est sorti du cadre du crime

transnational organisé pour devenir une arme de destruction massive ». « L'Algérie souhaite tirer la sonnette d'alarme en vue de juguler ce fléau et réaffirme la nécessité et l'importance de conjuguer les efforts pour faire face à l'augmentation de l'offre et de la demande ainsi qu'au trafic illicite des substances placées sous contrôle international », a plaidé la diplomate, soulignant que l'augmentation des flux financiers illégaux liés au trafic de drogues et leurs incidences sur l'économie et la sécurité des pays interpellent la communauté internationale à ce sujet. Elle a signalé qu'en sus de ses conséquences néfastes évidentes, le trafic illicite de drogues a une interconnexion avérée avec d'autres formes de criminalité organisée, notamment la corruption, la traite des êtres humains, le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. « C'est extrêmement préoccupant pour la paix et la sécurité internationales », s'est inquiétée Faouzia Boumaiza Mebarki.

APS

## EL HARRACH : SAISIE DE 250 KILOS DE VIANDE IMPROPRE À LA CONSOMMATION

Dans le cadre de la lutte contre la fraude et le commerce de produits alimentaires impropres à la consommation, et la préservation des biens et des personnes, les services de police de la circonscription administrative d'El Harrach, accompagnés des représentants des directions du commerce et de l'hygiène publique, effectuent de régulières sorties d'inspection sur le terrain. C'est ce qu'indique un communiqué de la DGSN. Le document souligne que ces actions de contrôle ont permis de relever bon nombre de manquements et d'infractions. Il en a résulté la saisie de 250 kilos de viande blanche, à cause de l'absence des conditions d'hygiène et de conservation. Ce n'est pas tout. Des informations ont fait état de l'existence de bouchers chargés de réceptionner les carcasses de moutons et de veaux en vue d'y prélever les restes et les tendons afin de les revendre aux vendeurs de brochettes à bas coûts. Les investigations de ces services de sécurité ont ainsi permis d'interpeller 3 suspects en état de flagrant délit.

Les prévenus ont été déférés devant la justice, et ont été rapidement condamnés à 2 ans de prison ferme et à 10.000 DA d'amende. Le troisième suspect, en état de fuite, fait l'objet d'un mandat d'arrêt, et a également été condamné par contumace à 5 ans de prison ferme. En attendant, les citoyens devraient se méfier des brochettes qui leur sont proposées par certains commerçants véreux à des prix cassés.

R. N.

## CENTRE MÉDICO-SOCIAL DE LA SÛRETÉ NATIONALE

### LANCEMENT DE LA 17<sup>E</sup> CAMPAGNE NATIONALE DE DON DE SANG

Le coup d'envoi de la 17<sup>e</sup> Campagne nationale de don de sang a été donné dimanche au Centre médico-social (CMS), Omar-Haraigue (Alger) relevant de la Sûreté nationale. Organisée annuellement dans le cadre de la Journée maghrébine de don de sang célébrée le 30 mars de chaque année, cette campagne se poursuivra jusqu'au 21 mars en cours. Le sous-directeur de la santé, de l'action sociale et des activités sportives à la DGSN, Djani Djilali, a affirmé que tous les moyens avaient été mobilisés pour le succès de cette campagne, organisée en coordination avec l'Agence nationale du Sang (ANS) et la Fédération algérienne des donneurs de sang, ajoutant que cette opération vise à collecter des quantités de sang du personnel de la Sûreté nationale et des citoyens pour doter les hôpitaux en cette matière vitale.

R. N.

# Coopération algéro-allemande: cap sur les «communes vertes»

**Mettant en avant la nécessité de promouvoir la coopération internationale, notamment avec les Allemands, afin de «tirer profit des bonnes pratiques et développer les projets susceptibles d'apporter les connaissances et les compétences techniques nécessaires aux collectivités locales», Merad a rappelé que les nombreuses activités organisées par les deux parties «ont eu un impact positif et des résultats probants...».**



Le soutien de la transition énergétique pour le secteur des collectivités locales, autrement dit le soutien et l'accompagnement des communes dans les efforts pour la transition écologique, notamment à travers un transfert des technologies vertes et des énergies renouvelables, a fait l'objet, dimanche dernier, d'une cérémonie de signature d'un contrat de coopération entre l'Algérie et l'Allemagne. En effet, le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire et l'Agence allemande de coopération internationale (GIZ) ont signé, à Alger, un accord de reconduction du projet de coopération en matière de transition énergétique, dans le cadre du projet des Communes vertes. Au vu de son importance, la cérémonie de signature de l'accord a été supervisée par le

ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Brahim Merad, et l'ambassadrice d'Allemagne à Alger, Elizabeth Wolbers. Dans une déclaration faite à ce sujet, Brahim Merad a précisé que «ce projet, qui s'étale jusqu'à fin 2024, prévoit de nouvelles opérations et une enveloppe supplémentaire de 3,8 millions d'euros», mettant en avant l'importance de cette coopération qui apportera «une valeur ajoutée à la stratégie de transition énergétique mise en place au niveau local», a-t-il précisé. Et de poursuivre au sujet de cette coopération que «l'Algérie a amorcé une nouvelle ère où la transition énergétique est l'une des priorités nationales, conformément aux engagements du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, et à ses orientations en direction du gouver-

nement», a-t-il ajouté. Il a rappelé, dans ce sens, le programme d'investissement qui couvre les biens des collectivités locales et leur assure un accompagnement technique à travers «la sensibilisation, la formation et l'appui technique aux cadres et élus locaux» en vue de «réduire la facture énergétique des communes et limiter les émissions de gaz à effet de serre». Mettant l'accent sur l'impérative promotion de la coopération internationale, notamment avec le partenaire allemand, afin de «tirer profit des bonnes pratiques et développer les projets susceptibles d'apporter les connaissances et les compétences techniques nécessaires aux collectivités locales», Merad a rappelé que les nombreuses activités organisées par les deux parties «ont eu un impact positif et des résultats probants». Il est important de

mettre en exergue le fait selon lequel le projet des Communes vertes est «une nouvelle opportunité de coopération permettant à un plus grand nombre de wilayas et de communes de bénéficier de l'accompagnement et d'un appui en termes d'amélioration des procédures de gestion de la consommation énergétique», selon le premier responsable du ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales. Pour sa part, la diplomate allemande a qualifié le projet d'«important», rappelant que la transition énergétique et la protection du climat étaient au cœur du partenariat algéro-allemand. Par ailleurs, l'ambassadrice allemande en poste en Algérie s'est félicitée, dans le même contexte, du niveau de coopération entre les deux pays dans les différents domaines.

R. N.

## PRÉVENTION ET RÉPRESSION DE L'USAGE ET DU TRAFIC DE STUPÉFIANTS

### Le gouvernement veut alterner la carotte et le bâton

Le ministre de la Justice, garde des Sceaux, Abderrachid Tabi, a présenté, dimanche 19 mars, à l'Assemblée populaire nationale (APN), un exposé sur le projet de loi modifiant et complétant la loi relative à la prévention et à la répression de l'usage et du trafic de stupéfiants et de substances psychotropes. La séance plénière, consacrée au débat autour dudit projet, s'est déroulée sous la présidence de M. Brahim Boughali, président de l'APN, en présence de la ministre des Relations avec le Parlement, Basma Azouar. A ce titre, M. Tabi a indiqué que la loi relative à la prévention et à la répression de l'usage et du trafic de stupéfiants et de substances psychotropes, en vigueur depuis 2004, a démontré «plusieurs lacunes et vides juridiques à prendre en charge par le nouveau projet de loi, notamment celles relatives à la

classification des drogues et des psychotropes qui s'ajoutent à l'absence de dispositions relatives à la coopération internationale, au niveau de l'actuelle mouture, alors que ces crimes sont souvent transfrontaliers ». La mission de mise en place de cette stratégie nationale, ajoute le ministre, sera attribuée à l'Office national de lutte contre la drogue et la toxicomanie (ONLDT), en coordination avec tous les intervenants en la matière, à l'instar des différents secteurs ministériels et de la société civile. Cette stratégie, ajoute le ministre, «est basée sur le renforcement du rôle des centres culturels et sportifs, des maisons de jeunes et des médias dans l'opération de sensibilisation à l'impact des stupéfiants et des substances psychotropes ». Le nouveau texte de loi prévoit la révision des dispositions relatives aux mesures

thérapeutiques à travers «un suivi particulier des prévenus mineurs qui observent une cure de désintoxication, à l'encontre desquels les poursuites judiciaires seront abandonnées s'ils suivent ce traitement avant la mise en mouvement de l'action publique ou leur exemption des sentences s'ils poursuivent ce traitement après la mise en mouvement de l'action publique ».

Il prévoit, en outre, la révision des dispositions pénales, à travers «l'instauration d'une protection spéciale pour les pharmaciens par l'introduction de peines contre toute personne tentant d'obtenir des psychotropes par la menace ou l'agression ». Parmi les dispositions pénales sévères contenues dans le projet de loi, figure une peine de prison allant jusqu'à 30 ans si l'auteur est un agent public dont la fonction a facilité le crime.

La peine sera portée à la perpétuité si tels actes sont commis par un groupe criminel organisé.

Pour renforcer les mécanismes d'investigation, le projet de loi donne au procureur de la République ou au juge d'instruction «les prérogatives d'autoriser la police judiciaire de localiser la position géographique des mis en cause, des coupables, l'élément du crime ou n'importe quelle marchandise ou autres ayant trait au crime, et ce, à travers l'utilisation des technologies de l'information et de la communication via le système informatique ou la mise en place de moyens techniques destinés à cet effet ». Les députés ont ouvert, après présentation du texte de loi, le débat qui se poursuivra dans la soirée.

Y. B.

# Véhicules saisis : Tabi promet un règlement de tous les dossiers

**Le ministre de la Justice a indiqué : « Nous avons le nombre de personnes concernées dans chaque région par les véhicules saisis, mais en l'absence de numérisation, il est difficile de connaître le chiffre réel au niveau national », ajoutant : « Il y a une étroite coordination entre les ministères de l'Intérieur, de la Justice, des Finances ainsi que les services des Douanes pour la prise en charge de ce problème... »**



**D**u nouveau concernant les véhicules saisis : dans une déclaration faite à ce sujet, le ministre de la Justice, Abderachid Tabi, a expliqué qu'il s'agit d'un dossier aux multiples facettes, que nous avons reçu les représentants des propriétaires de ces véhicules qui se considèrent comme des victimes parce qu'ils avaient de bonnes intentions lorsqu'ils ont procédé à cet achat. « Ce sont des voitures dépourvues d'un fichier de base d'où le problème qui existe entre le code douanier et l'erreur structurelle puisque certains véhicules se sont avérés conformes à la loi par endroits, alors que dans un second contrôle ils ne l'étaient plus », a précisé, ce dimanche à l'APN, Abderachid Tabi en marge du débat autour du projet de loi relatif à la prévention et à la lutte contre la traite des êtres humains. Il apparaît, renchérit-il, « clairement qu'il y a une erreur structurelle, sachant que ces véhicules ont été achetés et vendus par plu-

sieurs personnes ». Pour le ministre, « le code douanier ne reconnaît pas la bonne intention des propriétaires ». Selon lui, « le problème est dans la législation et il est pris en charge car nous sommes conscients des dommages provoqués par ce dysfonctionnement à de nombreuses familles ». Le ministre, précise-t-il, « est en

train de recenser l'ensemble des personnes concernées par ces saisies au niveau national ». « Nous avons le nombre de personnes concernées dans chaque région, mais en l'absence de numérisation, il est difficile de connaître le chiffre réel au niveau national ». Il y a, ajoute-t-il, « une étroite coordination entre les ministères de l'Intérieur, de la Justice, des Finances et les Douanes pour la prise en charge de ce problème et pour trouver un équilibre ou une solution entre ce qui est considéré comme une erreur et ce qui est stipulé par la loi ». « Tous les dossiers seront traités au cas par cas », conclut-il.

Y. B.

## ANP : PORTES OUVERTES SUR L'ECOLE D'APPLICATION DE L'ARME DE RECONNAISSANCE

Des portes ouvertes sur l'Ecole d'application de l'Arme de reconnaissance, Chahid Zenati-Mohamed, de la 1<sup>re</sup> Région militaire (1RM) ont été inaugurées, ce dimanche à Chlef, dans le cadre de la consolidation du lien Armée-Nation et du plan de communication de l'Armée nationale populaire (ANP). La cérémonie d'ouverture de cette manifestation a été présidée par le commandant de l'Ecole, le général El Akel Abdelhafidh, en compagnie du wali Atallah Moulati, et des autorités sécuritaires et locales. Dans son allocution à l'occasion, le général El Akel Abdelhafidh a souligné que ces portes ouvertes, qui s'inscrivent dans le cadre du plan de communication de l'ANP et de la promotion du lien Armée-Nation et coïncident avec la commémoration de la Fête de la Victoire (19 mars 1962) « confirme la filiation historique et morale de l'Armée nationale populaire (ANP), digne héritière de l'Armée de libération nationale (ALN) ».

« Ce type de manifestations vise à informer sur le niveau de formation, de qualification et de développement atteint par l'Ecole d'application de l'Arme de reconnaissance dans le domaine technologique pour faire face aux défis sécuritaires actuels », a-t-il ajouté. Ces portes ouvertes ont été marquées par une affluence nombreuse de visiteurs, qui ont loué ce type d'initiatives, et ont exprimé leur « fierté » à l'égard du niveau atteint par les forces de l'ANP.

APS

## Amélioration des conditions de vie des populations : environ 13 000 zones d'ombre prises en charge

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Brahim Merad, a affirmé depuis la wilaya d'In Salah qu'environ 13 000 zones d'ombre à travers le pays, ont été prises en charge en matière d'amélioration des conditions de vie des populations. Il a indiqué que l'Etat est soucieux d'accompagner les nouvelles wilayas dans le Sud, afin de leur permettre de réaliser un décollage en développement et en économie. Brahim Merad, accompagné de sa collègue de la Solidarité nationale Kaouthar Krikou, a expliqué que ces « visites dans les nouvelles wilayas visent à collecter les données sur leur potentialités

et comment les faire progresser. Sur la foi des informations obtenues, un rapport détaillé sera soumis au président de la République ». Face aux investisseurs et aux agriculteurs, qui ont exposé leur préoccupation, le ministre de tutelle a promis de les prendre en charge, les jugeant « objectives et raisonnables ». Il a annoncé l'allocation de 129 milliards de centimes à l'habitat rural et l'agriculture. Dans le même contexte, il a appelé à la nécessité de soutenir les investissements dans cette wilaya, qui dispose d'un potentiel important dans le domaine de l'agriculture. Ce qui contribuerait aux efforts du pays qui visent à atteindre l'auto-

suffisance alimentaire, ajoutant qu'« il y a un intérêt croissant pour l'économie du savoir et les entreprises émergentes et il est nécessaire que les jeunes s'orientent vers ce domaine. S'agissant du renforcement des infrastructures, le membre du gouvernement a confirmé l'existence d'un programme ambitieux, visant à renforcer le réseau routier étatique et national et à rompre l'isolement de certaines d'entre elles. A l'issue de la rencontre, il a souligné l'importance du nouveau découpage administratif, notamment pour rapprocher l'administration du citoyen et soutenir le développement local.

Y. B.

### ACCIDENTS DE LA CIRCULATION ET ACCIDENTS DOMESTIQUES

## La Protection civile appelle les citoyens à la vigilance

La Direction générale de la Protection civile appellent les citoyens à prendre des mesures pour prévenir divers accidents, notamment les accidents de la circulation et les accidents domestiques, pendant le mois de Ramadhan. En effet, dans un communiqué qu'elle a rendu public, la Protection civile a indiqué qu'elle enregistre « plusieurs accidents au cours de cette période particulière, notamment des accidents de la circulation et domestiques qui font généralement un nombre important de victimes, ce qui nécessite de rappeler aux citoyens divers conseils et mesures pour éviter ces accidents ». Par ailleurs, la même source n'a pas manqué de rappeler que « le nombre d'interventions des unités opérationnelles pendant le Ramadhan est très élevé, notamment la prise en charge

des victimes d'accidents de la route et d'accidents domestiques, invitant les citoyens à respecter les règles de sécurité pour éviter ces accidents ». Concernant les risques de circulation, la Protection civile met en garde contre la conduite dangereuse pendant le Ramadhan, notamment « dans les minutes précédant la rupture du jeûne, les excès de vitesse, les dépassements dangereux, le non-respect des priorités et des distances de sécurité ». La Protection civile alerte également sur les effets de la fatigue (sommolence et baisse de vigilance) qui « affectent fortement les transports en commun : bus, taxis et camions qui effectuent de longs trajets ». Dans ce cadre, il est notamment recommandé aux usagers de la route de « respecter le code de la route, d'éviter les

excès de vitesse, de respecter la distance de sécurité et de faire des pauses en cas de fatigue ou de somnolence », est-il mis en exergue. En revanche, note la Protection civile, « les femmes et les enfants font partie des personnes les plus exposées aux accidents domestiques pendant le mois de Ramadhan ». « En effet, l'utilisation de détergents et de produits chimiques pour nettoyer l'intérieur de l'habitat sans tenir compte des consignes de prévention augmente les risques d'accidents pouvant avoir des conséquences dramatiques », note la même source, ajoutant que « les nombreux cas d'intoxication dus à ces produits et les brûlures étant très fréquents, il est important de conserver ces produits et de les tenir hors de portée des enfants ». Dans la cuisine, « le contenu

chaud de certains ustensiles et l'huile de friture constituent également un risque, notamment pour les femmes et les enfants », note la DGPC. Les intoxications alimentaires enregistrées pendant le Ramadhan sont généralement dues au « non-respect des conditions de stockage (rupture de la chaîne du froid), à l'étalage et à la vente de produits alimentaires sur la voie publique et au manque d'hygiène ». A cet effet, la Protection civile met à la disposition des citoyens le numéro d'urgence « 14 » et le numéro gratuit « 1021 » à appeler en cas de besoin, en précisant la nature de l'incident ou de l'accident, le nombre de victimes et l'adresse exacte pour une assistance rapide, conclut le communiqué de la DGPC.

R. N.

## CNMA : LE CAPITAL SOCIAL AUGMENTÉ DE 45%

La Caisse nationale de mutualité agricole (CNMA) a annoncé, dimanche dans un communiqué, l'augmentation de son capital social de 45%, passant de 5,5 à 8 milliards de dinars. Cette décision a été prise jeudi dernier, lors de l'Assemblée générale extraordinaire de la CNMA, « conformément aux perspectives de développement et aux objectifs ambitieux fixés dans son plan stratégique 2020-2024 », selon le communiqué. « C'est sa bonne santé financière, l'évolution de son activité et ses résultats excédentaires réalisés ces dernières années qui ont rendu cette opération possible, ce qui va sans nul doute permettre à la CNMA de faire face à ses obligations envers ses clients et ainsi faire valoir son label de qualité au regard de la place qu'elle détient dans le secteur des assurances, notamment celle de leader des assurances agricoles », souligne la compagnie.

A travers cette démarche, « la mutualité agricole solidifie son assise financière pour répondre aux besoins et exigences de ses clients », ajoute la CNMA dont le réseau a atteint les 70 caisses régionales et plus de 550 bureaux locaux.

Y. B.

## INDUSTRIE MILITAIRE: LIVRAISON DE 454 VÉHICULES MERCEDES BENZ FABRIQUÉS LOCALEMENT

Un total de 454 véhicules de marque Mercedes-Benz de différents usages, ont été livrés par la Direction des fabrications militaires du ministère de la Défense Nationale (MDN) à Tiaret, au profit de plusieurs administrations et entreprises. Fabriqués par l'Établissement national pour le développement de l'industrie automobile de la 2e région militaire, sous la supervision de la Direction des fabrications militaires relevant du ministère de la Défense nationale, ces véhicules ont été livrés notamment à la direction centrale du matériel du MDN, la direction générale de la sûreté nationale et autres entreprises et organismes nationales dont Algérie-Poste.

Cette nouvelle opération vient compléter les précédentes livraisons de véhicules multifonctions, en sus de démontrer la capacité de cette société à satisfaire les commandes de ses clients avec des produits de qualité répondant aux normes internationales, en plus du respect rigoureux des délais de livraison. Cette opération s'inscrit également dans la stratégie adoptée par le Ministère de la Défense Nationale avec les différentes structures publiques et entreprises économiques, visant à relancer l'industrie nationale avec des produits de qualité répondant aux normes internationales.

R. E.

## MARCHÉS PÉTROLIERS

# La chute des cours continue

**La tendance à la baisse des prix renforce la possibilité que l'OPEP réduise davantage sa production pour soutenir les marchés. Ceux-ci se concentrent sur la volatilité actuelle du secteur bancaire et sur la possibilité pour la Réserve fédérale d'augmenter les taux d'intérêt...**

Les prix du pétrole ont chuté hier à leur plus bas niveau en quinze mois, au milieu des craintes que les turbulences du secteur bancaire mondial ne conduisent à une récession qui entraînerait une baisse de la demande de pétrole, ainsi que des craintes d'une éventuelle hausse des taux d'intérêt aux États-Unis cette semaine. Les contrats à terme sur le Brent pour le règlement de mai ont chuté de 2,32 \$, ou 3,2 %, à 70,65 \$ le baril à 07h10 GMT.

Et les contrats sont tombés plus tôt à 70,56 dollars le baril, le niveau le plus bas depuis décembre 2021. Le Brent a chuté la semaine dernière d'environ 12%, la pire performance hebdomadaire depuis décembre. Le brut américain West Texas Intermediate pour livraison en avril a également chuté de 2,15 \$, ou 3,2 %, à 64,59 \$ le baril. Et il est tombé plus tôt à 64,51 \$, et c'était aussi son plus bas niveau depuis décembre 2021.

Le brut de l'ouest du Texas a chuté de près de 13% la semaine dernière, sa pire performance hebdomadaire depuis avril. La négociation des contrats d'avril se terminera demain, mardi, et les contrats à terme les plus échangés pour mai ont également chuté de 3,2 %, à 64,81



dollars le baril. La chute des prix du pétrole survient malgré la conclusion d'un accord historique en vertu duquel la banque suisse UBS va acquérir le Credit Suisse, la deuxième plus grande banque du pays, dans le but d'endiguer la propagation de la crise bancaire. Après l'annonce de l'accord, la Réserve fédérale américaine, la Banque centrale européen-

ne et d'autres grandes banques centrales se sont engagées à accroître la liquidité du marché et à soutenir les banques. «Le marché se concentre sur la volatilité actuelle du secteur bancaire et sur la possibilité pour la Réserve fédérale d'augmenter les taux d'intérêt», a déclaré Baden-Moore, responsable de la recherche sur les matières

premières à la National Australia Bank. Moore a ajouté : « La prochaine réunion de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) est un autre catalyseur potentiel des attentes du marché. La tendance à la baisse des prix renforce la possibilité que l'OPEP réduise davantage sa production pour soutenir les prix.

Y. S.

## AND: première édition du Forum international des déchets en janvier 2024

L'Agence nationale des déchets (AND) organisera la 1ère édition du Forum international des déchets, du 23 au 25 janvier 2024, au Centre international de conférences Abdelatif-Rahal (CIC, Alger), dans l'objectif de promouvoir l'économie circulaire, a indiqué dimanche, le directeur de l'AND, Karim Ouamane. "C'est pour la première fois en Algérie qu'un Forum est dédié aux déchets, eu égard à l'importance majeure de ce domaine qui offrira une valeur ajoutée à l'économie nationale à travers l'investissement dans l'économie circulaire", a précisé M. Ouamane qui animait une conférence de presse au siège de l'Agence. La gestion des déchets "est un vaste domaine d'investissement qui a un avenir prometteur, la valeur économique des déchets ménagers et assimilés étant estimée à 150 milliards Da/an, un chiffre en constante augmentation", a-t-il expliqué.



La première édition de cet événement sera l'occasion de mettre en avant l'expérience algérienne dans le domaine de la gestion des déchets et d'identifier les potentielles perspectives de coopération

Sud-Sud et Nord-Sud, a-t-il ajouté. Le Forum en question tend à faire connaître les services et les technologies de pointe utilisés dans le domaine du recyclage, à échanger les expériences et les connaissances, et à offrir aux jeunes et aux start-up l'occasion de faire valoir leurs idées et leurs projets. Il réunira plusieurs acteurs locaux et internationaux ainsi des innovateurs dans les domaines de la gestion des déchets, afin de leur permettre de s'informer sur toutes les évolutions dans ce domaine d'activité, de même qu'il constituera une opportunité pour les étrangers de tirer profit de l'expérience algérienne. A cette occasion, une série de conférences et de workshops sera organisée, en présence d'experts internationaux, en vue d'échanger les expériences et inciter les porteurs de projets à se lancer dans le domaine de la gestion des déchets.

APS

## Economie numérique: signature d'une convention-cadre entre la SAA et Algérie Poste

La Société nationale d'assurance (SAA) et Algérie Poste, viennent de signer une convention-cadre et de partenariat en vue de renforcer leur coopération en matière de développement de l'économie numérique. La convention a été signée au siège de la SAA, par le PDG de la compagnie, Youcef Benmicia, et le DG d'Algérie Poste, Louaï Zaidi, en présence de cadres des deux établissements. En marge de la cérémonie de signature de

cette convention, les deux parties ont relevé l'importance de cette initiative qui favorise le développement du secteur numérique, considérée comme une priorité pour les pouvoirs publics. M. Benmicia a expliqué, à ce propos, que cette convention "s'inscrit dans le cadre d'un plan d'action visant à développer l'économie numérique, moderniser le système financier, renforcer les moyens de paiement et promouvoir les opérations

de paiement à distance". Il a précisé que les deux établissements "ont convenu de mettre en place, pour la mise en exécution de cette convention, un comité de travail conjoint pour le suivi et l'application des contrats qui en découleront, le but étant d'améliorer et de vulgariser les services offerts aux citoyens". La SAA célèbre, cette année, le soixantième anniversaire de sa création, a soutenu le PDG de la SAA, affirmant qu'elle "place la

numérisation comme première stratégie pour mettre en œuvre le plan d'action décidé par les pouvoirs publics". De son côté, M. Zaidi a expliqué dans quelle mesure les deux établissements étaient en relation directe avec le citoyen, d'où "l'intérêt d'œuvrer à offrir le bien-être, la modernisation et la numérisation, tant recherchés par le citoyen, mais également à développer le secteur numérique en général".

R. E.

# Fête de la Victoire : des inaugurations et des activités diverses dans l'ouest du pays

**A l'instar des autres wilayas de l'ouest du pays, la wilaya de Mascara a célébré la fête de la Victoire par la tenue d'une exposition sur cette occasion historique, la projection d'un documentaire mettant la lumière sur les efforts de la Direction des Moudjahidine et des Ayants droit dans le domaine de la préservation de la mémoire nationale...**

La célébration du 61<sup>e</sup> anniversaire de la fête de la Victoire a donné lieu, dans les wilayas de l'ouest du pays, à l'inauguration et la mise en service de plusieurs structures et l'organisation d'activités culturelles et sportives diverses. Les autorités locales civiles et militaires ont présidé, en compagnie de membres de la famille révolutionnaire et de la société civile, aux cérémonies de levée des couleurs nationales, l'écoute de l'hymne national et le dépôt de gerbes de fleurs devant les stèles commémoratives et la lecture de la Fatiha à la mémoire des martyrs. A Oran, le Centre de formation professionnelle et d'apprentissage CFPA de Sidi Bachir (commune de Bir El Djir) a été baptisé au nom du moudjahid défunt Chemloul Abdelkader dont la famille a été honorée de même que des familles de chouhada et le moudjahid Bentourkia Mohamed en lui remettant la médaille de résistant par le ministre des Moudjahidine et des Ayants droit, en plus de donner à une école dans la localité de Belgaid le nom du défunt moudjahid Iften Layachi. En outre, une exposition a été organisée au niveau du CFPA de Sidi Bachir par le service des archives de la wilaya, ainsi que des activités sportives et des défilés. A Mostaganem, la célébration de cet anniversaire a été marquée par le lancement d'une caravane historique au profit de 50 enfants, une visite de sites historiques de la commune de Touahria dont le camp de détention et de torture du colonisateur français, la tenue d'une exposition historique à la maison de la Culture Ould-Abderrahmane-Kaki au chef-lieu de wilaya et la visite au moudjahid Latrouche Mokhtar dans son domicile pour s'enquérir de sa santé et l'honorer.

La présentation de l'épopée intitulée "Ahrar El Dahra", mise en scène par le dramaturge Mohamed Abdelkader, dans laquelle le parcours militant du chahid Bordji Omar est programmée pour dimanche soir. A Sidi Bel-Abbès, un réseau de gaz naturel a été mis en service au douar "Sababha" (zone d'ombre) au profit de 42 familles (commune de Belarbi) et les clés de 98 logements promotionnelles libres ont été remis à leurs bénéficiaires au chef-lieu de wilaya. En outre, un colloque sur la mémoire nationale s'est ouvert et le coup d'envoi d'un grand concours de wilaya de la meilleure œuvre littéraire sur la mémoire nationale a été donné dans la bibliothèque principale de la lecture publique "moudjahid Mohamed Kebbati", en plus du renouvellement d'accords de partenariat et de coopération entre le musée du moudjahid et les directions de la Jeunesse et des Sports et des œuvres universitaires, et d'une visite au moudjahid Hireche Mohamed dans sa maison pour l'honorer et s'enquérir de sa santé. Dans la wilaya de Tlemcen, une unité de transfusion sanguine a été inaugurée et une unité d'oncologie mise en service au sein de l'Etablissement public hospitalier de la commune de Remchi, de même qu'une unité de dépistage et de suivi spécialisée au lycée Ahmed Benzekri, d'une unité pour autistes au Centre de lutte contre la toxicomanie à la polyclinique de haï El Kiffane. Une visite a été aussi rendu au moudjahid Rabhi Brahim et des moudjahidine et des familles de chouhada ont été honorées. A Saïda, deux familles aux villages de Berbour (commune de Youb) et Regagna (commune de Daoui Tabet) ont bénéficié d'approvisionnement en gaz propane, en plus de la mise en service du chemin de wilaya (CW 36) sur 5



km et du raccordement de 80 foyers au village d'Ain El Beida (commune de Doui Tabet) au réseau d'électricité. Les travaux de réalisation d'un groupe scolaire dans la commune de Youb qui sera livré avant la prochaine rentrée scolaire ont également été inspectés, de même que le projet de raccordement de 66 familles du village de Raml (commune de Doui Thabet) au réseau de gaz naturel, qui sera réceptionné à la fin du mois d'avril prochain. La wilaya d'Ain Temouchent était aussi au rendez-vous en honorant le moudjahid et une veuve de chahid en donnant le coup d'envoi d'une course qui a vu la participation de 50 cyclistes et la mise en service d'un marché de proximité de solidarité, notamment pour le mois de Ramadhan. A l'instar des autres wilayas de l'Ouest du pays, la wilaya de Mascara a célébré la fête de la Victoire par la tenue d'une exposition sur cette occa-

sion historique, la projection d'un documentaire mettant la lumière sur les efforts de la Direction des Moudjahidine et des Ayants droits dans le domaine de la préservation de la mémoire nationale, en plus d'une visite au chevet du moudjahid Delidj Abdelkader et de moudjahidine et enfants de chouhada honorés et la plantation de 300 arbustes au périmètre du camp de torture du colonisateur français à Ain Fergour. A El Bayadh, la célébration a donné lieu à la pose de la première pierre pour la réalisation de deux piscines de proximité à haï Ouled Yahia baptisé au nom du chahid Sahnoun Ameur et à haï Zekri Bahous, le lycée de 1.000 places pédagogiques à la cité de 890 logements publics locatifs a été baptisé au nom du chahid Gaouar Mohamed et le coup d'envoi des travaux de réalisation d'un dédoublement de la voie express sur 1,2 kilomètre

reliant la RN 47 et haï El Badr a été donné. En outre, une polyclinique a été mise en service au quartier Ouled Yahia au chef-lieu de wilaya baptisée au nom de chahida Medjdoubi Dahbia et la cité El Anasser a bénéficié d'un bureau de poste de proximité entré en service dimanche et baptisé au nom du martyr Tayebi Abdelmalek. La ville d'El Bayadh a bénéficié de la mise en service d'une agence commerciale de Algérie télécom rénovée au centre-ville. A Relizane, le programme de célébration de cet anniversaire historique a porté sur la remise de 1.238 d'affectations de logements publics locatifs et d'aides à l'habitat rural dans plusieurs communes, l'inauguration d'une annexe pour l'emploi au groupement d'habitat "Sidi Messaoud" dans la commune de Yel-lel et l'ouverture d'un club scientifique dans la maison des jeunes "frères Belegraa" au chef-lieu de wilaya **APS**

## Blida : mise en place de huit marchés de proximité

En prévision du mois de Ramadhan, la direction du commerce et de la promotion des exportations de la wilaya de Blida prévoit la mise en place de marchés de proximité, notamment à Ouled Yaich, Boufarik, El-Affroun, Larba, Mef-tah, Mouzaïa, Oued Euleug et Bouinan. Pour la nouveauté, les marchands de produits alimentaires, ustensiles de cuisine et vêtements vont être groupés tout au long du mois sacré. Selon Ahmed Guemri, cette mesure, première du genre, permettra aux consommateurs de faire toutes leurs emplettes sur place. «Cela permettra aussi de réduire la circulation routière dans la ville» explique le directeur du commerce en ajoutant que ces espaces permettront aussi aux producteurs de vendre directement au consommateur. Plusieurs entreprises locales activant dans l'agroalimentaire ont émis le vœu de participer à cette opération commerciale en proposant des prix d'usine de leurs produits. Selon

Guemri, quelque 45 opérateurs économiques ont confirmé leur contribution à l'approvisionnement des marchés lors d'une rencontre avec le wali. Certains ont même décidé d'approvisionner des commerçants dans le cas où ces derniers seraient absents». Au niveau de la commune de Blida, un hangar du stade Tchaker va regrouper au

moins 50 commerçants. «Un autre marché sera érigé dans la commune d'oued Yaïche qui est considérée comme la deuxième zone urbaine la plus importante de la région» ajoute-t-il. Réputée pour sa vocation commerciale, la wilaya de Blida verra à coup sûr une affluence importante durant le Ramadhan, notamment dans les anciens quartiers, comme

le marché «Bab Dzair» et le marché Kas-sab face au stade Mustapha-Tchaker, ainsi que les ruelles d'Ouled Yaich, ou encore dans les centres commerciaux modernes tels que «Family Shop» et «Top Shop». Blida est devenue la destination des consommateurs de la majorité des wilayas du centre.

**R. R.**

## M'sila: levée des restrictions sur 59 projets d'investissement

Le wali de M'sila, Abdelkader Djellaoui, a présidé une réunion dans le cadre du Comité de wilaya de levée des restrictions sur les projets d'investissement en attente après avoir étudié les dossiers qui ont bénéficié d'une licence exceptionnelle d'exploitation, a indiqué la wilaya dans un communiqué. Le Comité de levée des restrictions sur les projets d'investissement suspendus a étudié 70 dossiers d'un montant total

estimé à 26,22 milliards de dinars à travers 16 séances de travail. A cet effet, il a été décidé de «lever les restrictions de 59 projets d'investissement, d'octroyer une licence exceptionnelle d'exploitation à 22 projets achevés qui créeront 1.946 postes d'emploi avec un volume d'investissement estimé à 5,2 milliards de dinars, la levée des restrictions de 37 projets en cours de réalisation après la mise

en service de 3.712 postes de travail avec un volume d'investissement estimé à 21,02 milliards de dinars». «Le travail du comité de wilaya se poursuivra jusqu'à l'achèvement de tous les problèmes qui entravent l'entrée en service de ces projets, ce qui contribuera à la création de postes d'emploi», a conclu la même source.

**R. R.**

## COMPRENDRE LES D

**■ Vingt ans après l'intervention américaine qui les avait chassés du pouvoir, les Taliban sont de retour à Kaboul. En quelques semaines, ils ont opéré une progression fulgurante. Comment ont-ils réussi à reconquérir le territoire si facilement ? Le régime sera-t-il le même que celui instauré entre 1996 et 2001 ?**



**Michel Rogalski**  
Economiste, CNRS  
Directeur de la revue *Recherches internationales*

**D**epuis trente années le XXI<sup>e</sup> siècle peine à s'affirmer dans ses contours internationaux. Nous crûmes d'abord qu'il avait commencé en 1991

avec l'effondrement du monde soviétique, raccourcissant, comme le suggérait l'historien britannique Eric Hobsbawm, le siècle précédent. Puis devant l'incapacité des Etats-Unis à maîtriser au tournant du siècle le cours de la mondialisation à travers son fameux triptyque - ouverture internationale, démocratie, marché -, on se dit que tout commençait sérieusement avec les attentats du 11 septembre 2001 et la grande aventure de la « lutte mondiale contre le terrorisme » prônée par Bush Junior et à laquelle nous étions sommés de nous rallier. Et bien non, c'est vingt ans plus tard, cette stratégie s'écroulant, que s'esquissent les traits du siècle à venir. 1991, 2001, 2021, les séquences s'enchaînent, le siècle bégaie, peine à se mettre en place, mais fraie son chemin.

L'issue de cette guerre afghane dépasse par sa portée le territoire de ce petit pays - le cimetière des Empires -

et s'apparente au grain de sable dans la chaussure. Si la consternation et parfois la concertation dans le désordre s'installent entre les principales chancelleries, c'est que beaucoup de certitudes tenues pour évidentes viennent de basculer. Les grilles de lectures acquises vacillent tant la portée de l'événement bouscule. Car ce que la chute de Kaboul nous dit du monde qui s'annonce relève de la grande lessive. Quelques premières leçons peuvent s'imposer sans trop de risques d'erreurs.

#### GUERRE ASYMÉTRIQUE

Cette guerre est emblématique des conflits asymétriques qui ont surgit à travers le monde et qui se transforment en guerre sans fin, dont les objectifs s'érodent d'autant plus en cours de route qu'ils ont été mal définis ou volontairement occultés dès le départ. L'enlisement ne peut être qu'au bout du chemin et le prix à payer à l'arrivée dépend de l'ampleur de l'engagement, du coût initié, des pertes humaines, des divisions internes et de l'humiliation médiatique. Là, l'addition est phénoménale et envoie un signal fort aux autres conflits en cours. Alliés et adversaires l'ont compris. L'Empire est rentré chez lui et hésitera à en sortir, d'autant plus qu'il a fait savoir qu'il avait beaucoup à faire, notamment face au grand rival qui monte, la Chine. « Gulliver empêtré » nous disait déjà Santley Hoffmann il y a cinquante ans dans un autre contexte. Bien sûr, il ne

reste pas désarmé et sans puissance et sera attentif à tout ce qui pourrait remettre en cause son hégémonie. Ingérences, surveillances, déstabilisations, embargos, saisies d'avoirs, mesures de contraintes ne seront pas remisés et s'appuieront sur les réseaux d'influences mis en place et la formidable technologie disponible, de la cyber-attaque aux drones.

Devant la défaite cuisante l'équipe en place devra rendre compte de ses maladresses, de son manque de clairvoyance, de l'échec de ses services ou du refus de leur écoute. Il faudra trouver un bouc émissaire. Un séisme politique s'annonce qui sera plus difficile à surmonter que les péripéties de la fin de la guerre du Vietnam. L'heure du bilan a déjà commencé et il s'annonce ravageur, d'autant que les trois dernières équipes présidentielles sont concernées. Le déballage se fait devant le monde entier.

Dans une large partie de la planète on peut toujours considérer que le pouvoir est au bout du fusil selon la formule en vogue dans les années soixante et soixante-dix. Les conflits en cours vont trouver un formidable encouragement à leurs objectifs devant l'incapacité de la première puissance à façonner le monde à sa guise. Ce qui s'était esquissé au lendemain de la fin de la guerre froide, la multiplication de désordres échappant aux logiques anciennes, va retrouver une nouvelle jeunesse et encourager l'extension de zones grises laissant l'Occident spectateu-

rimpuissant face à l'anomie créée.

#### CE RETOUR DU RELIGIEUX N'EST PAS QUE LA MARQUE DE L'ISLAM

Devant ces zones grises les instruments du monde ancien - armes nucléaires, engagements prolongés sur le terrain - seront inopérants. Il ne reste plus que modèle israélien vis-à-vis de Gaza, c'est-à-dire l'expédition punitive courte - pour éviter les retours d'opinions publiques - accompagnée pour le temps long de toutes les mesures d'asphyxie économiques, juridiques et financières que procure le statut de principale puissance encore dotée de l'hégémonie du dollar. Car la palette d'actions possibles reste loin d'être totalement affectée et on aurait tort de croire l'Empire totalement désarmé.

Le monde devra désormais vivre avec un islam radical buissonnant et conquérant dont l'ambition n'a cessé de croître depuis la chute, en 1979, d'un des pays le plus occidentalisé d'Orient, celui du Shah d'Iran. Ce retour du religieux, qui n'est pas que la marque de l'islam, fait son chemin depuis plusieurs décennies, ne peut qu'être dopé par la chute de Kaboul. L'influence intégriste s'étale déjà dans de larges parties de l'Asie et de l'Afrique et s'oppose au Sahel aux troupes occidentales désemparées, devant les faibles succès rencontrés, sur la stratégie à adopter.

La responsabilité de l'Occident dans ces remontées est écrasante. Cette

islam a été instrumenter pour miner les progrès de l'Occident en Orient, pour casser la construction nationale et les luttes de décolonisation gauches nationales. Ce soutien américain aux régimes antisoviétiques dans le monde, en passant par l'Irak qui entraîna Daech et livra le paradis islamique jusqu'à l'explosion dont le contrecoup a été au Sahel, l'Occident a commis de nombreuses turpitudes. Et il ne faut que proposer de nouvelles populations à la destruction moyenâgeuse qui ont refusé de s'engager à ne pas se préparer de préparatifs pour leur territoire.

#### BASCULEMENT DES PRIORITÉS

On est bien loin de vouloir refaçonnier le Grand Empire démocratique.

Ce n'est plus à l'âge de la ve est celle du retour à la fin de la croyance possible, par les armes guerrières d'imposition des droits de l'homme « building ». Les Etats-Unis sent plus une telle puissance souvent été agitée et te, tout à leur grande de conserver leur place à un rival montant.

Il y a un basculement que les alliés doivent dont ils doivent au leur venait l'envie de ce type d'aventure appui. Dans le de cette défaite nous f

propos de Samuel d'auteurs auront

nombreux comme décrié ou salué, qu

çait en 1993, dans revue américaine K

nous étions désor l'ère du « choc des

mesure aujourd'hui été interprété et in

Connaissant le sor apporte la mauvaise fusillé. Et il a été t

table de se mettre l plutôt que de l'ent

il ? Que le temps d idéologiques susce

rer en guerres ét feraient place à un

de conflictualité ac sations fortement

religions, et que da Occident déclinant,

guerroyer dans ces car l'échec serait s'être opposé à la g

il condamnera les Afghanistan et en l de se démarquer d

ne des neocons de au terrorisme » de lui attribuer la pat

venu de le lire cor non comme presc

prendre que ces g l'autre bout du mo

#### LES CONFLITS PRÉSENTENT

AFGHANISTAN :

# EN DESSOUS DE L'EMPIRE

mentalisé pour éli-  
sistes au Moyen-  
les expériences de  
nale portées par les  
istes issues des  
isation. Depuis le  
aux Moudjahidines  
l'Afghanistan qui  
maintes régions du  
par l'intervention  
na la création de  
ys à l'influence ira-  
xpédition en Libye  
up déstabilisa le  
créé l'objet de ses  
e peut, sans gloire,  
'abandonner ces  
férule de régimes  
levront seulement  
laisser se dévelop-  
hostiles à partir de

T DES

les projets devant  
d Moyen-Orient en

enda. La perspecti-  
rait qui découle de  
nce qu'il était pos-  
ou les expéditions  
ser la démocratie,  
me ou le « nation  
s-Unis ne nourris-  
e ambition, qui n'a  
que comme prétexte  
nde préoccupation  
première place face

ment des priorités  
ent comprendre et  
ssi savoir que s'ils  
de s'engager dans  
re, ce serait sans  
omaine des idées,  
ait faire retour aux  
l Huntington. Peu  
fait l'objet d'aussi  
ntaires, pour être  
e celui qui annon-  
s un article de la  
Foreign Affairs que  
rmais entrés dans  
s civilisations». On  
i combien il a mal  
compris.

t du messenger qui  
se nouvelle, il a été  
rouvé plus confort-  
a tête dans le sable  
endre. Que nous dit  
des grands conflits  
ptibles de dégéné-  
ait terminé. Qu'ils  
ne nouvelle forme  
ossée à des civili-  
marquées par des  
ns le contexte d'un  
il était vain d'aller  
s terres étrangères  
prévisible. Après  
guerre du Vietnam,  
s interventions en  
rak et prendra soin  
de la ligne bushien-  
la « guerre globale  
ont on a essayé de  
ernité. Le temps est  
me prédicteur et  
ripteur et de com-  
guerres sans fin à  
nde sont vaines.

**PROLONGÉS  
PARTOUT LA**

## MÊME CONSÉQUENCE

Enfin, on feint de découvrir que ces conflits prolongés présentent partout la même conséquence. Ils précipitent les populations civiles dans la recherche d'un exil et poussent à la montée des flux migratoires. Les pays

d'accueil sollicités étant rarement les pays responsables. Très tôt mobilisé, le président Macron nous met en garde. Les possibilités d'accueil sont limitées et devant la multiplication de ces zones grises à venir, il est impossible de ne pas réguler les flux migra-

toires. Chacun a compris que dans ce domaine le discours avait changé et que Kaboul marquera un tournant. Bref, il ne nous dit pas autre chose que les flux migratoires sont à la fois inévitables et impossibles et qu'ils interpellent les traditions d'interna-

tionalisme : aider à fuir ou aider à s'organiser et à résister lorsqu'un partage de valeurs est possible car tout ce qui bouge aux confins de la planète n'est pas forcément rouge. On n'a pas fini de digérer les leçons de la chute de Kaboul.

CHRISTOPHE LAFAYE, ARCHIVISTE SPÉCIALISÉ ET DOCTEUR EN HISTOIRE :

## « Comprendre comment les Taliban sont revenus au pouvoir en Afghanistan »

Christophe Lafaye, archiviste et docteur en histoire de l'université d'Aix-Marseille. Enseignant vacataire à l'université de Bourgogne, il est chercheur associé à l'Institut de Recherche Stratégique de l'Ecole Militaire (IRSEM). Sa thèse de doctorat a porté sur « L'armée française en Afghanistan (2001-2012). Le génie au combat », publiée en mai 2016 chez CNRS éditions, pour laquelle il a obtenu le Prix d'histoire militaire 2014 et le Prix de l'UNOR 2016. Il est également officier de réserve de l'armée de Terre et Auditeur de la 199e promotion régionale de l'IHEDN. Ses travaux actuels portent sur la collecte, l'archivage et la valorisation de l'expérience combattante au XXIe siècle.

**\*\*\*L'AFGHANISTAN SE TROUVE DEPUIS LE LUNDI 16 AOÛT AUX MAINS DES TALIBAN APRÈS L'EFFONDREMENT DES FORCES GOUVERNEMENTALES ET LA FUITE À L'ÉTRANGER DU PRÉSIDENT ASHRAF GHANI. COMMENT EXPLIQUER L'AVANCÉE ÉCLAIR DE CE GROUPE, QUI A PRIS DES VILLES MAJEURES EN QUELQUES SEMAINES, ET S'EST EMPARÉ DE KABOUL, ALORS MÊME QUE LA PLUPART DES COMMENTATEURS AFFIRMAIENT QU'ILS NE PRENDRAIENT PAS LA CAPITALE AFGHANE AVANT L'AUTOMNE 2021 ?**

Il faut prendre un peu de profondeur historique pour comprendre les raisons de l'effondrement des troupes gouvernementales. L'attention de certains médias est centrée sur l'Afghanistan depuis quelques jours à cause de cette actualité, mais il ne faut pas oublier qu'une guerre civile se déroule dans le pays depuis 43 années maintenant. Après le renversement du roi d'Afghanistan, le coup d'Etat communiste et l'intervention soviétique en 1979, le pays n'a connu que la guerre. Suite à la chute d'Ajibullah en 1992, une tragique guerre civile opposant les chefs de guerre victorieux de la première guerre

sainte a laissé le pays exsangue, meurtri et divisé. C'est sur ce lit que les Taliban ont progressivement conquis une grande partie du pays de 1994 à 2001 - sans le soumettre totalement - face à l'Alliance du Nord. Durant ces quelques années, ils ont cherché à reconstruire un modèle d'Etat fondé sur la Charia (la loi islamique). Les abus de leur rigorisme sur la population et les minorités, l'hébergement de terroristes d'Al-Qaida dont leur chef Oussama Ben Laden ainsi que leur refus de le livrer aux Américains après le 11 septembre 2001, ont entraîné leur chute. L'intervention américaine puis occidentale dans le pays a ouvert une nouvelle phase de ce conflit entre 2001 et 2021, marquée par le retour des chefs de guerre qui avaient participé à la guerre civile à partir de 1992. Cette phase s'achève actuellement. Depuis le retour des Taliban en 2003 dans le Helmand, la proclamation de la guerre totale contre « l'occupant » en 2006 par le Mollah Omar (chef spirituel des Taliban), l'armée afghane et ses alliés occidentaux se sont battus sans discontinuer contre ce groupe dans un conflit qui résonne comme une compétition entre deux modèles de société (la République née avec la constitution de 2004 et le régime théocratique des Taliban). Il est maintenant évident que le modèle des Taliban est celui qui vient de gagner cette compétition. Au fur et à mesure des annonces de retrait des troupes de l'OTAN qui débutent le 20 novembre 2010 (fin du Surge (contre-insurrection) en Afghanistan pour 2014), la mise en place d'une nouvelle collaboration avec les Américains en 2015, les négociations de Doha et l'accélération du retrait, les troupes de l'Armées Nationale Afghane (ANA) se sont retrouvées progressivement en première ligne et de plus en plus seules pour mener le combat. Il est faux de penser que cette armée ne s'est pas battue. Néanmoins, en 2021, elle n'avait sans doute plus les ressources morales et les alliances sur le terrain pour continuer le combat.

**\*\*\*\*\*LES FORCES GOUVERNEMENTALES N'ÉTAIENT PAS PRÉPARÉES À L'OFFENSIVE TALIBANE ? POURQUOI ?**

Les forces gouvernementales se battent depuis 2003 face aux Taliban, avec des effectifs et une intensité

variables dans le temps. Leur montée en puissance quantitative (même si ce terme est à modérer) est la conséquence de l'engagement des troupes sous mandat de l'ONU puis de l'OTAN contribuant à la Force Internationale d'Assistance et de Sécurité (FIAS) et enfin des Américains dans le cadre de l'opération Enduring Freedom. Les troupes françaises ont participé à la formation de l'ANA via l'opération Epidote et l'action des équipes de liaisons et de mentorat opérationnels (ELMO). Force est de constater que ces formateurs ou mentors ont rendu compte de manière fréquente des problèmes de sous effectifs, de corruption ou encore de détournement de matériels, etc. au sein de ces unités. Il ne faut pas oublier non plus qu'elles n'étaient pas imperméables à l'influence des Taliban. En témoignent les tirs « verts contre bleus » qui ont coûté la vie à de nombreux militaires français entre 2011 et 2012 avec en point d'orgue l'attentat de Gwan. Mais malgré tout, des soldats de l'ANA se sont battus contre les Taliban. Il faut aussi rendre hommage à ceux qui sont tombés pour leur pays et ne pas leur nier une part d'honneur. Le départ accéléré des Américains a sans doute été le catalyseur des problèmes de cette armée provoquant sa déliquescence.

**\*\*\*\*\*LE RETRAIT DES ETATS-UNIS A ÉTÉ UN FACTEUR DÉTERMINANT DANS L'AVANCÉE DES TALIBAN. MAIS EN RÉALITÉ, CE RETRAIT EST PRÉVU DEPUIS BIENTÔT 10 ANS. EN ASSASSINANT BEN LADEN AU PAKISTAN LE 2 MAI 2011, WASHINGTON CONSIDÉRAIT ALORS SA MISSION EN AFGHANISTAN COMME ACHEVÉE...**

Les Américains ont eu la prétention de vouloir construire un Etat de toute pièce dans un pays bien trop complexe et réputé pour être « le cimetière des empires ». Sans doute auraient-ils dû en rester à la traque d'Al-Qaida. En n'intégrant pas les Taliban dans les accords de Bonn en décembre 2001, en niant finalement leur existence politique, ils leur ont permis de prospérer sur toutes les incuries du nouveau régime et les lourdes erreurs militaires commises

par les Occidentaux entre 2002 et 2006. C'est un échec de plus aussi pour la stratégie de contre-insurrection ressuscitée de manière opportune à partir 2007 avant de s'éteindre progressivement en 2014. L'assassinat de Ben Laden, même s'il lui porte un coup sérieux, n'a pas éteint l'organisation Al-Qaida. L'Afghanistan doit interroger l'ensemble des démocraties, dont la France engagée encore au Sahel, sur la manière dont elles doivent affronter les groupes terroristes et sur leur rapport au monde d'une manière générale.

**\*\*\*\*\*LES TALIBAN REVIENNENT 20 ANS APRÈS L'INVASION AMÉRICAINE QUI LES AVAIT CHASSÉS DU POUVOIR. ILS AFFIRMENT RÉGULIÈREMENT, CES DERNIÈRES ANNÉES, QU'ILS ONT ASSOULI LEUR POLITIQUE, NOTAMMENT CONCERNANT LES FEMMES, LES FILLES, LES MINORITÉS RELIGIEUSES. EST-CE LE CAS SELON VOUS ?**

Les travaux d'Adam Baczkko, chargé de recherche au CNRS, monte que la « matrice idéologique des Taliban reste inchangée ». L'auteur de « La guerre par le droit : les tribunaux Taliban en Afghanistan » (à paraître le 2 septembre 2021 chez CNRS éditions) montre que la cohésion idéologique et organisationnelle de ce mouvement est restée remarquablement élevée entre 2001 et 2021. Dans l'ouvrage issu de ma thèse sur l'armée française en Afghanistan, j'avais par ailleurs démontré que l'organisation militaire était parfaitement coordonnée et cohérente entre 2003 et 2012, contrairement aux analyses en vigueur au sein des services de renseignements militaires (« L'armée française en Afghanistan. Le génie au combat (2001-2012) » paru chez CNRS éditions en 2016). Elle ne laisse imaginer aucun relâchement de l'intransigeance religieuse et politique à venir. En revanche, la quête de respectabilité au niveau international pourrait se traduire, comme le conclut Adam Baczkko, par une attitude moins provocante à l'extérieur et un double jeu plus délicat à l'égard des groupes djihadistes.

FRANCE/SAHEL

# Macron annonce une «diminution visible» des effectifs militaires français en Afrique

Le président français Emmanuel Macron a estimé que l'Afrique ne devait plus être un «pré carré», annonçant une prochaine «diminution visible» des effectifs militaires français sur le continent et plaidant pour une relation «équilibrée» basée sur des «investissements».

Lors d'un discours à l'Élysée ce 27 février, à la veille d'une tournée africaine, le président français a soutenu que l'Afrique ne devait pas être un «pré carré» ou un terrain de «compétition», rejetant des «grilles de lecture du passé». Ainsi projette-t-il de passer d'une logique d'aide à celle «d'investissement solidaire», plaidant pour «une nouvelle relation équilibrée, réciproque et responsable» avec les pays du continent africain. Sur le plan militaire, «la transformation débutera dans les prochains mois avec une diminution visible de nos effectifs et une montée en puissance dans ces bases de nos partenaires africains», a déclaré le chef de l'État français. Il a promis que cette évolution serait accompagnée d'un effort accru de la France en matière de formation et d'équipement. «Une somme de défis vertigineux» Le président français a dit faire preuve «d'une profonde humilité face à ce qui se joue sur le continent africain», «une situation sans précédent dans l'histoire» avec «une somme de défis vertigineux». «Du défi sécuritaire cli-



matique au défi démographique avec la jeunesse qui arrive et à laquelle il faut proposer un ave-

nir pour chacun des États africains», a-t-il énuméré, appelant à «consolider des États et des

administrations, investir massivement dans l'éducation, la santé, l'emploi, la formation, la

transition énergétique». Emmanuel Macron a aussi annoncé «une loi-cadre» pour «procéder à de nouvelles restitutions» d'œuvres d'art «au profit des pays africains qui le demandent». Cette loi «sera proposée dans les prochaines semaines par la ministre de la Culture au Parlement» et doit permettre de «fixer la méthodologie et les critères pour procéder» à ces restitutions, «reposant sur un partenariat culturel et scientifique pour accueillir et conserver ces œuvres», a-t-il poursuivi. Il a en outre indiqué souhaiter «que cette démarche puisse s'inscrire dans une dynamique plus large et également une dynamique européenne». La France a subi plusieurs revers géostratégiques en Afrique. Après le retrait du Mali et de la République de Centrafrique en 2022, c'est dans un courrier daté du 18 janvier 2023 que le gouvernement burkinabè a dénoncé l'accord relatif au statut des forces françaises dans le pays, leur laissant un mois pour quitter le pays. Un départ acté par Paris quelques jours plus tard.

I.M./avec agences

BURKINA FASO :

## La BAD finance six projets à hauteur de 184 millions de dollars

Le ministre burkinabè de l'Économie, des Finances et de la Prospective, Aboubakar Nacanabo, et le Responsable Pays du groupe de la Banque africaine de développement (BAD), Daniel Ndoye, ont procédé lundi à la signature de dix conventions de financement sous forme de prêts et de dons d'un montant d'environ 114 270 000 000 FCFA (184 019 370 de dollars) au profit de six projets de dévelop-

pement intervenant dans les secteurs de l'eau et de l'agriculture au Burkina Faso. Le ministre burkinabè en charge de l'Économie, qui a rendu publics ces accords, a expliqué que les premières conventions portent sur le financement du projet d'amélioration des services d'eau potable et d'assainissement pour le renforcement de la résilience (PASEPA-2R) ; du projet de promotion de l'hygiène, de l'eau potable et de l'assainissement et de renforcement de la résilience de la population à la COVID-19 et au changement climatique en milieu rural dans huit provinces (PHEPA-8P) et du projet d'appui à l'accès à l'eau potable et à l'assainissement et renforcement des capacités de la résilience de la population à la COVID-19 et au changement climatique dans les quartiers périphériques de Ouagadougou (PAEPA-QP). D'un montant global de 30,196 milliards de FCFA, (48 426 150 de dollars), ces projets permettront au gou-

vernement d'améliorer l'accès aux services durables d'eau potable, d'hygiène et d'assainissement dans les zones d'intervention et contribuer à l'atteinte de l'accès universel à l'eau potable et à l'assainissement.

Trois autres projets intervenant dans le secteur de l'agriculture bénéficient également de financements, selon le ministère en charge de l'Économie. Il s'agit du projet de développement intégré des chaînes de valeurs maïs, soja, volaille et poisson et de résilience (PIMSAR) ; du projet d'urgence pour le renforcement de la production agricole au Burkina Faso (PURPABF) et le projet 2 du programme de renforcement de la résilience à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle dans le sahel (P2-P2RS). D'un coût global de 84,074 milliards de FCFA, (135 593 220 de dollars), ces projets permettront de développer les chaînes de valeur maïs, soja, volaille et poisson pour renforcer la

sécurité alimentaire et nutritionnelle et lutter contre les inégalités de genre ainsi que soutenir les agriculteurs pour accroître la production alimentaire afin d'atténuer l'impact de la guerre en Ukraine. Pays à vocation agricole, le Burkina Faso fait toutefois face régulièrement à un déficit céréalier exposant chaque année des milliers de personnes à une insécurité alimentaire. Le 24 février courant, le président de la Transition, le Capitaine Ibrahim Traoré, qui a rencontré les acteurs du secteur rural, a partagé sa vision et sa volonté de faire du secteur rural un vecteur incontournable pour atteindre la sécurité alimentaire. «Je ne sais pas pourquoi un pays comme le Burkina Faso doit importer des denrées alimentaires. C'est difficile de comprendre parce que nous avons des terres, nous avons de l'eau en surface comme sous la terre, nous avons du potentiel», avait déclaré le président Traoré. I.M.

BURKINA FASO :

## Le PM malien entame une visite de trois jours à Ouagadougou

Le Premier ministre malien de la transition Choguel Kokalla Maïga, accompagné d'une délégation, est arrivé jeudi, à Ouagadougou, capitale du Burkina Faso, pour une visite d'amitié et de travail qui s'étendra du 23 au 26 février courant. Le chef du gouvernement malien a été accueilli par son homologue burkinabè Apollinaire Joachim Kyelem de Tambèla à l'aéroport international de Ouagadougou. Le Burkina Faso et le Mali, pays voisins du Sahel, dirigés présentement par des régimes militaires suite à des coups d'État, sont confrontés à une crise sécuritaire marquée par des attaques terroristes et des conflits communautaires. Réagissant à l'attaque meurtrière de vendredi dernier dans la région du Sahel contre l'armée burkinabè et dont le bilan provisoire était de 51 soldats tués et plus de 160 «terroristes» neutralisés, le Premier ministre malien a appelé les Burkinabè à faire confiance à leur armée. «Ce qui vous arrive aujourd'hui,

c'est pour vous démoraliser. C'est pour que vous doutiez de votre armée. Vous avez fait des choix qui ne sont pas du goût de tout le monde. On vous met la pression pour que vous doutiez de vous-même», a dit Maïga à la presse, soulignant que le Mali a vécu les mêmes épreuves dans le passé. Le Premier ministre malien a ajouté que le terrorisme sera vaincu au Sahel. «Nous allons gagner la guerre avec nos armées. Aucune armée étrangère ne viendra combattre à notre place. Que cela soit clair», a-t-il lancé. Les dirigeants du Burkina Faso et du Mali, autrefois des colonies françaises, se sont engagés à revoir les relations de coopération avec la France dans un contexte marqué par la montée d'un sentiment antipolitique française sur le continent africain. Des observateurs notent que ces deux pays sahéliens, qui ont réussi à bannir les troupes françaises en opérations sur leurs territoires respectifs, ont intensifié leur coopération bilatérale et se sont rap-

prochés davantage de la Russie. Le président de la transition burkinabè, le capitaine Ibrahim Traoré, avait effectué sa première visite officielle le 2 novembre 2022 chez son homologue malien, le colonel Assimi Goïta. Le 31 janvier dernier, alors qu'il effectuait une visite de travail et d'amitié de deux jours à Bamako au Mali, le chef du gouvernement burkinabè avait émis le souhait de former «une fédération» entre le Burkina Faso et le Mali, expliquant que «pendant longtemps, nous avons passé le temps à regarder ailleurs, alors que les solutions sont juste à côté de nous». «Nous pouvons constituer une fédération souple, qui peut aller en se renforçant et en respectant les aspirations des uns et des autres. C'est un chantier que nous devons essayer de tracer pendant la période de transition, parce que si les politiciens reviennent au pouvoir, ce serait difficile», avait-il dit

I.M.

CHAMPIONNATS DU MONDE DAMES DE BOXE

# Roumaïssa Boualem éliminée

**LE RENDEZ-VOUS MONDIAL DE NEW DELHI ENREGISTRE LA PARTICIPATION DE 300 ATHLÈTES REPRÉSENTANT 65 PAYS. SELON LE PROGRAMME DE LA COMPÉTITION ÉTABLI PAR L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DE BOXE (IBA), LES TOURS PRÉLIMINAIRES AURONT LIEU DU 16 AU 21 MARS, LES QUARTS DE FINALE LES 22, 23 ET 24 MARS, LES DEMI-FINALES LE 25 MARS ET LES FINALES LE 26 MARS...**

La boxeuse algérienne Boualem Roumaïssa (-50 kg) a été éliminée en huitièmes de finale des championnats du monde (dames) qui se déroulent au Complexe sportif Indira Gandhi à New Delhi en Inde (16-26 mars). La championne d'Afrique algérienne et médaillée d'or aux Jeux méditerranéens d'Oran n'a pu résister à la force de frappe de l'Indienne Nikhat Zareen (5-0), une boxeuse très redoutable puisqu'elle est tout simplement la championne du monde en titre de cette caté-



gorie de poids. Lors des trois premières journées du rendez-vous mondial de New Delhi, les Algériennes Imane Khelif (-66 kg) et Khelif Hadjila (-60 kg) se sont qualifiées aux 8es de finale, en battant respectivement la Kenyane Asiko Friza, par arrêt de l'arbitre au deuxième round et la Russe Golubeva Nadezhda (5-0). Imane Khelif, vice-championne du monde 2022 à Istanbul (Turquie), affrontera en 8es de finale la Russe Amineva Azalia, vainqueur de la Biélorusse Danilchuk Aryna, par arrêt de l'arbitre au 3e round. De son côté, Khelif Hadjila, médaillée d'or aux Jeux méditerranéens d'Oran, croquera les gants en huitième

de finale avec la Chinoise Yang Wenlu, victorieuse de l'Italienne Mezzano Alessia (5-0). Par ailleurs, les boxeuses algériennes Fatima Mansouri (-48 kg) et Fatima-Zohra Abdelkader Hedjala (-54 kg) ont été éliminées après leurs défaites respectives contre la Chinoise Hu Meiyi (5-0) et la Moldave Coroli Iulia (3-0). Pour sa part, Ichrak Chaib (-70 kg), médaillée de bronze aux Mondiaux 2022 d'Istanbul, sera opposée lundi à la représentante de la Polynésie française, Tavane Edith, pour le compte des 8es de finale. Sous la conduite des entraîneurs Kenzi Abdelhani et Chaoua Mohamed, six boxeuses Algériennes prennent part au

Mondial de New Delhi. Le rendez-vous mondial de New Delhi enregistre la participation de 300 athlètes représentant 65 pays. Selon le programme de la compétition établi par l'Association internationale de boxe (IBA), les tours préliminaires auront lieu du 16 au 21 mars, les quarts de finale les 22, 23 et 24 mars, les demi-finales le 25 mars et les finales le 26 mars. Les Mondiaux de New Delhi seront richement dotés. Dans les douze catégories de poids, la médaillée d'or touchera 100.000 dollars, la médaillée d'argent 50.000 dollars et les deux médaillées de bronze 25.000 dollars.

APS

JEUX D'ÉCHECS

## Mission accomplie pour Lyès Yala

Le maître national des jeux d'échecs est rentré du Mozambique avec deux records et deux trophées. Chose promise chose due. En route vers le Mozambique, en ce début mars, Lyès Yala s'était promis de battre le record mozambicain des jeux d'échecs et d'accrocher l'emblème national sur la façade de l'hôtel dans lequel il séjournerait. C'est désormais chose faite. Mission accomplie. Avec à la clé, un doublé réalisé avec panache. Le maître national s'en est allé accomplir la mission suprême qu'il s'est assigné, il y a une année, celle de battre le record Guinness des échecs en décembre 2023 en Algérie. Plusieurs escales internationales ont jalonné ce parcours de combattant. Une tâche assidue quand on sait que pour réunir les fonds de ses déplacements, Yala a été aidé par des personnes bien intentionnées et surtout sensibles à cette volonté et cette passion de ce joueur des échecs quant à une représentation des plus dignes du pays. Et cela sans pour autant particulièrement être épris des échecs. Tant bien que mal, Yala est en train de mener sa mission à bon port. En témoigne encore ce record battu et détenu jusque-là par Niguel Short, à Maputo où a eu lieu la simultanée le 4 mars dernier.

Une confrontation longue de pas moins de 9h49 au bout desquelles le score de 86 victoires, un nul et 8 défaites a été réalisé. Ce qui donne un rendement de 91,05%. Un nouveau record national mozambicain qui venait de battre le grand maître et finaliste du championnat du monde de 1993, le Britannique Short. Ce dernier a, en effet, joué le 17 septembre 2017 contre 30 joueurs locaux. Après cette performance et entouré de la sollicitude des Mozambicains et de la représentation diplomatique à Maputo, Lyès Yala s'est engagé dans une autre simultanée. Cette dernière a eu lieu le jeudi 10 mars, toujours au même siège de la Fédération mozambicaine des échecs, en présence de l'ambassadeur d'Algérie au Mozambique et de la délégation qui l'accompagne. Au bout de cette nouvelle simultanée, Yala a enregistré un nouveau record national à la pendule. Ce qui signifie que le temps est pris en compte. Une première pour Yala qui n'en avait jamais disputé. En fait, à cette manifestation, il a été donné à chaque adversaire 90 minutes au finish. Et au bout de 2h 58 minutes de jeu contre 26 joueurs, Yala a réalisé 17 victoires et 9 défaites. Cette simultanée a été couronnée d'un second trophée, après celui remporté le 4 mars et elle a

été officiée, rappelons-le, par l'arbitre Fide Roberto Tiego. De cette confrontation est né un autre rendez-vous donné pour le mois de mai prochain autour d'une autre simultanée pendule, au même siège de la Fédération mozambicaine des échecs. A Maputo, l'emblème national a été hissé sur la façade du plus grand et prestigieux hôtel et résidence de la ville le Radisson Blue. Un beau finish d'autant plus réconfortant et un brin de fierté que d'avoir pu accrocher le drapeau national frappé de l'étoile et du croissant, d'une dimension de 200m sur 40m, déroulée sur l'édifice de 40 étages. La Maison du drapeau ayant répondu favorablement à cette demande bien singulière. Et une belle prouesse au moment où l'Algérie déploie ses atouts à travers le monde. Le sport est une des bonnes prestations plus qu'honorable auxquelles vient s'ajouter celle des échecs. Car le maître national s'est mis dans la tête de faire voyager ce sport cérébral avec le label algérien. Et ce n'est pas fini puisque depuis hier, Yala Lyès est en Egypte pour un autre tournoi, après d'autres livrés tout récemment. Souhaitons le meilleur au joueur d'échecs et à son initiative sportive et patriotique.

R.S.

RUGBY AFRIQUE :

## "MON ÉLECTION EST BÉNÉFIQUE POUR LE RUGBY ALGÉRIEN ET MAGHRÉBIN"

Le président de la Fédération algérienne de Rugby (FAR), Sofian Ben Hassen, élu, samedi 18 mars, au bureau exécutif de Rugby Afrique, lors de l'assemblée élective de l'instance tenue à Cap Town en Afrique du Sud, a relevé que son objectif, dans sa nouvelle tâche, est "de contribuer au développement du rugby en Algérie, au Maghreb et au continent africain d'une manière générale". L'AGE de Rugby Afrique avait élu le Ghanéen Herbert Mensah au poste de président pour le prochain mandat olympique (2023-2027), en remplacement du Tunisien Khaled Babou. "C'est un moment historique, puisque depuis la création de Rugby Afrique en 1986 c'est la première fois qu'un Algérien intègre le bureau exécutif, en plus avec l'appui de 22 pays votants sur un total de 32 pays, c'est une satisfaction supplémentaire d'être en tête des votes", a-t-il affirmé à l'APS à partir de Cap-Town. Ben Hassen a été en concurrence avec 18 candidats pour le bureau exécutif, qui renferme en plus de l'Algérien six autres membres, ainsi que le nouveau président, vice-président, le secrétaire général et le trésorier. "Il y avait beaucoup de candidatures, c'est la première fois dans l'histoire de Rugby Afrique. Ceci n'a pas été facile pour décrocher un poste au sein du bureau exécutif", a-t-il ajouté. Et d'enchaîner: "Cette élection est bénéfique pour le rugby algérien. Avec un programme judicieux et réel, nous pourrions participer au développement de cette discipline sur le territoire national, au niveau maghrébin et surtout, le continent africain". Sofian Ben Hassen (40 ans), est le fondateur de la Fédération algérienne de Rugby en 2015, d'ailleurs il préside l'instance fédérale pour le deuxième mandat olympique de suite (2017-2024). De son côté, Herbert Mensah, jusqu'à président de la Fédération de rugby du Ghana, dirigera "Rugby Afrique" lors des quatre prochaines années, le nouveau patron du monde de l'ovale en Afrique entend œuvrer au développement de la discipline. "Mon objectif est de faire de Rugby Afrique la référence en matière d'administration sportive sur le continent africain", a notamment promis M. Mensah dans son discours d'investiture. Herbert Mensah (32 voix) était en concurrence avec l'Ougandais Andrew Owor. Rugby Afrique, anciennement Confédération africaine de rugby (Car), a été fondée en 1986. Elle est l'une des six associations régionales composant World Rugby, l'organisation internationale responsable de la gestion du rugby à XV et à VII.

R.S.

MILOUD HAMDI, ENTRAÎNEUR DE LA JSK

### «L'ÉQUIPE EST SUR LA BONNE VOIE»

Le coach Miloud Hamdi est revenu dans sa conférence de presse d'après-match sur les grandes lignes de cette victoire remportée par son équipe, qui lui ouvre comme il le dit, «le second volet de ce portail du quart après avoir ouvert le premier face au Vita Club». Toutefois, il reconnaît que «la partie est loin d'être facile face à une coriace équipe angolaise». Une équipe qu'il considère comme celle qui a créé le plus de problèmes à son équipe : «Elle a un gros potentiel dans ses trois compartiments». Cité dans les colonnes du journal Horizons, il a exprimé sa fierté de voir, non sans féliciter le CRB, «l'Algérie présenter deux équipes en quarts de finale. Ce qui n'est pas rien pour le football algérien». Revenant sur la rencontre, il a tenu à féliciter ses joueurs pour le travail et les efforts fournis en seconde période notamment.

RS

LA COMMUNAUTÉ ALGÉRIENNE À L'ÉTRANGER ADOPTE SES COMIQUES

# L'ironie pour extérioriser le mal du pays

Toute une génération de comédiens issus de l'immigration maghrébine a su conquérir le public français. L'humour est désormais un vecteur pour raconter le véritable parcours des immigrés et de leurs enfants, et la place qu'ils occupent dans la société française.

Après la musique, l'humour est sans doute devenu l'un des milieux artistiques les plus diversifiés en France. La place du rire est devenue primordiale dans l'offre de divertissement de la société française. À la télé comme à la radio, les chroniqueurs qui viennent du one man show sont de plus en plus nombreux. Les humoristes intègrent les castings des séries et des films. Les salles de spectacle dédiées à la scène ouverte sont devenues des lieux de sortie aussi populaires que les théâtres traditionnels.

Avec l'émergence de cette scène jeune et drôle, on a aussi pu voir celle d'une classe d'humoristes issus de l'immigration en France. Impulsée par le travail de Jamel Debbouze – que ce soit à travers son Jamel Comedy Club ou à travers le Marrakech du rire –, cette tendance de l'humour teinté de cultures étrangères, notamment maghrébine, se poursuit encore aujourd'hui. Parmi les artistes suivis largement en France et parfois même au-delà des frontières françaises, on trouve un grand nombre de comédiens et comédiennes d'origine algérienne. Leur humour et leur jeu est teinté de culture algérienne acquise durant leur enfance en Algérie ou parfois par héritage familial.

## DES HUMORISTES ALGÉRIENS QUI S'EXPOSENT SANS FILTRE

La fierté démesurée ou la légendaire nervosité, voire excentricité des Algériens, le drapeau brandi à toutes les occasions... Ces thèmes sont devenus récurrents sur les scènes de stand-up français. Que les artistes qui les évoquent aient un lien avec le pays ou non, le sujet Algérie fait rire dans le public. Pas de moqueries, non, mais plutôt un rire affectueux et fasciné.

Comment ces thèmes ont-ils infusé dans la scène humoristique française ? Les premiers one man shows relataient les enfances difficiles en tant qu'enfant de milieu immigré et modeste. Les sketches autour de la différence de culture entre la première génération immigrée et les suivantes. Ce sont ces premiers éléments qui introduisent tout doucement une culture ignorée bien que composite de la société française. Le rire a permis d'universaliser certains thèmes et surtout de montrer des visages plus diversifiés.

"L'algérianité" a très vite trouvé un écho d'abord dans les grandes villes françaises puis dans l'ensemble du pays. On découvrait l'autodérision des Algériens, le "tmeskhir", un trait très important de la culture algérienne. C'est ainsi qu'ont émergé une multitude de comédiennes et comédiens d'origine algérienne qui ont joué de leurs origines pour faire rire les publics. Redouane Bougheraba, Melha Bedia, Ahmed Sparrow, Malik Bentalha, le Comte de Bouderbala, Lamine Lezghad appelé Naïm, Wary Nichen, Réda Seddik... Finalement, on a l'impression que cette scène est une prise de relais – tardive – du travail commencé par Fellag en France. Même des artistes non catalogués "Maghrébins" ou "Algériens" n'hésitent pas à évoquer leurs amis d'origine algérienne qui les ont marqués durant leur vie. Ainsi, Roman Frayssinet raconte son admiration pour les enfants d'immigrés qui gèrent les papiers administratifs, dont les fiches d'imposition de leurs parents, dès le plus jeune âge. Bun Hay Mean se moque de "la patate d'Adam" des Algériens qui remplacent la pomme d'Adam tant ils sont connus pour leur nervosité. L'Algérien



s'assume entièrement sur scène et sans filtre, avec ses défauts et ses qualités. De quoi contrebalancer les débats anti-étrangers qui gangrènent la France. Cette scène algérienne et maghrébine, aussi, permet de mettre en lumière une réalité, on peut être français, fier de l'être, sans jamais occulter sa part d'ailleurs.

## UN LANGAGE RÉINVENTÉ, UNE CULTURE RETROUVÉE

L'humour est un vecteur pour raconter le véritable parcours des immigrés et enfants d'immigrés. Poser des mots justes sur leur réalité et leurs difficultés dans la société française dans laquelle on leur a laissé une place très encadrée.

Le stand-up ou la comédie a permis à ces artistes de retrouver aussi une fierté à être biculturel. Le fait de raconter sa vie intime et donc son histoire familiale permet d'aller contre les croyances erronées qu'une origine maghrébine n'est pas d'une grande utilité, voire que c'est une honte. Une idée largement développée en France. Prenons par exemple le fait de parler arabe et spécialement des dialectes arabes. Cette compétence n'est absolument pas valorisée en France, contrairement à l'anglais, l'allemand ou l'espagnol par exemple. "Je me souviens d'une scène au collège, quand nous commencions à apprendre des langues étrangères. Notre professeur d'anglais nous avait demandé si nous parlions déjà une autre langue. J'avais spontanément répondu que je parlais l'algérien. Mon professeur avait tout simplement dit : 'Je parle d'une vraie langue'. À partir de ce jour, j'ai tu ma compréhension de la darija", confie Halima, une jeune Lyonnaise de 32 ans. Beaucoup de Maghrébins comme Halima n'ont jamais osé mettre en valeur cette langue. Le stand-up a permis de l'assumer. Les humoristes n'hésitent d'ailleurs pas à utiliser l'arabe sur scène et à expliquer certaines symboliques que représentent des mots ou des expressions en arabe classique ou darija. Comme le fait Wary Nichen sur scène et à travers des vidéos. La scène humoristique reprend en quelque sorte un rôle d'ambassadeur, qu'ont pu avoir certains musiciens ou acteurs d'origine

étrangère ou encore les footballeurs professionnels. Grâce à leur talent qui les a rendus universels, ils ont pu mettre en avant leur double culture, leur intime et leur héritage. Puisqu'il s'agit de ça, raconter la multiplicité. Ces comiques s'inspirent de leurs origines, mais n'en font pas un sujet unique. Sur scène, ils racontent aussi ce qu'implique une vie à Paris ou à Marseille comme le fait Redouane Bougheraba. Ce qu'implique l'arrivée d'un étudiant algérien en France, comme l'a déjà fait Réda Seddiki. Leur origine algérienne ou maghrébine n'est qu'un biais pour raconter un pan de leur vie. Comme toute œuvre elle résonne forcément chez d'autres personnes, qu'elles soient algériennes, françaises ou d'autre nationalité.

## SOCIOLOGIE HUMORISTIQUE

D'ailleurs, la formule ne fonctionne pas seulement auprès d'un public aux origines maghrébines. Certes les histoires personnelles des humoristes font écho à des millions de parcours d'enfants d'immigrés. Mais cet humour, qui est une forme de sociologie des binationaux, permet aussi de créer un lien avec d'autres populations. Parfois il crée même un pont entre le pays d'origine et le pays d'immigration. De nombreux humoristes d'origine algérienne ont pu venir jouer sur les terres de leurs ancêtres. Parfois même dans leur ville d'origine où un public les attendait.

Un acteur du secteur événementiel (en France et en Algérie) estime que ces stand-uppeurs franco-algériens parviennent à toucher un public maghrébin pour une raison précise. "Ces binationaux sont nés et ont grandi en France avec une éducation algérienne donc généralement les parents ne sont pas nés là-bas, on est sur la deuxième génération d'immigrés. Leurs parents sont partis travailler en France avec une culture algéro-algérienne et finalement le paradoxe était que ces personnes ont vécu à la maison, pratiquement la même éducation que les Algériens. Avec cette touche française, le fameux 'immigré' ou 'zimmigré' comme on l'aimait le dire. Et ça provoque le rire, on a tous vécu la même chose", explique notre interlocu-

teur qui a pu rencontrer ces stand-uppeurs venus tester leur verve en Algérie. "Moi aussi je suis né et j'ai grandi en France", confie notre interlocuteur, qui ressent la même chose que ses compatriotes et qui estime :

"Ce mélange de cultures a permis que l'on se retrouve tous autour de l'origine algérienne avec des regards différents de part et d'autre de la Méditerranée. C'est cela qui, je pense, est très drôle à vivre humainement et les Algériens en sont friands maintenant." Cette expérience commune de l'éducation "à l'algérienne en France" ou encore de "ce cousin qui venait en Algérie l'été avec une paire de baskets, les bananes et le pot de Nutella et que tout le monde aimait" a permis une jolie complexité dans la culture partagée par les deux rives de la Méditerranée. Mais aussi des ficelles humoristiques évidentes. On ne cache pas sa différence, mais on l'assume dans le stand-up. "L'immigré qui se prend une 'traha' de sa maman alors que le petit Français ne l'a pas, ça fait rire tout le monde", estime notre interlocuteur.

## UN PUBLIC INTERNATIONAL SÉDUIT PAR LA SAUCE ALGÉRIENNE

Le stand-up par exemple ne se cantonne pas à la région parisienne. Des comiques comme Ahmed Sparrow ou Redouane Bougheraba ont fait rire le public du célèbre festival d'humour de Montreux en Suisse. Le Comte de Bouderbala était le premier artiste franco-algérien à jouer sur la scène du Comedy Cellar à Manhattan. Naïm s'est même produit à un festival d'humour, où il promettait de rester lui-même sans se censurer.

Cette scène qui a également intégré la production de séries et de films offre même l'opportunité de raconter leur histoire à travers les plateformes de vidéos en ligne. Les sketches font des cartons sur YouTube et peuvent être regardés dans le monde entier.

Des séries dont le casting a été pioché dans ce vivier de comiques talentueux, offrent aussi une vitrine intéressante. La série Drôle sur Netflix a permis de raconter cette France diversifiée en suivant le parcours de différents stand-uppeurs qui tentent de s'inventer une place dans la société française en passant par l'humour. Le personnage principal est joué par le rappeur d'origine algérienne Younes Boucif. Le jeune stand-uppeur dans la série s'inspire de sa famille.

La série Miskina de Melha Bedia est également intéressante, elle donne à voir la réalité des familles algériennes mais aussi maghrébines. Cette comédie a séduit un large public sur Amazon Prime et a même été saluée par la presse française.

"La série m'a vraiment plu parce que, pour une fois, j'ai eu l'impression que ça collait à la réalité. On était vraiment dans le quotidien d'une famille algérienne en France d'aujourd'hui. Chaque membre est différent, il y a des particularités dans les personnalités. Tout se mélange", explique Anissa, une Marseillaise franco-algérienne de 26 ans, qui pourtant n'a aucun lien avec l'histoire de la série qui se déroule en banlieue parisienne.

Ces productions qui sont la suite logique du travail fait sur scène permettent de retravailler l'image des Français d'origine étrangère. L'humour est finalement un décrypteur de ce pan de la société française qu'on ne retrouve pas dans les médias ou les arts classiques.

Soraya Amiri

## EL HARRACH : SAISIE DE 250 KILOS DE VIANDE IMPROPRE À LA CONSOMMATION

Dans le cadre de la lutte contre la fraude et le commerce de produits alimentaires impropres à la consommation, et la préservation des biens et des personnes, les services de police de la circonscription administrative d'El Harrach, accompagnés des représentants des directions du commerce et de l'hygiène publique, effectuent de régulières sorties d'inspection sur le terrain. C'est ce qu'indique un communiqué de la DGSN. Le document souligne que ces actions de contrôle ont permis de relever bon nombre de manquements et d'infractions. Il en a résulté la saisie de 250 kilos de viande blanche, à cause de l'absence des conditions d'hygiène et de conservation. Ce n'est pas tout. Des informations ont fait état de l'existence de bouchers chargés de réceptionner les carcasses de moutons et de veaux en vue d'y prélever les restes et les tendons afin de les revendre aux vendeurs de brochettes à bas coûts. Les investigations de ces services de sécurité ont ainsi permis d'interpeller 3 suspects en état de flagrant délit.

Les prévenus ont été déférés devant la justice, et ont été rapidement condamnés à 2 ans de prison ferme et à 10.000 DA d'amende. Le troisième suspect, en état de fuite, fait l'objet d'un mandat d'arrêt, et a également été condamné par contumace à 5 ans de prison ferme. En attendant, les citoyens devraient se méfier des brochettes qui leur sont proposées par certains commerçants véreux à des prix cassés.

R. N.

## CENTRE MÉDICO-SOCIAL DE LA SÛRETÉ NATIONALE

### LANCEMENT DE LA 17<sup>E</sup> CAMPAGNE NATIONALE DE DON DE SANG

Le coup d'envoi de la 17<sup>e</sup> Campagne nationale de don de sang a été donné dimanche au Centre médico-social (CMS), Omar-Haraigue (Alger) relevant de la Sûreté nationale. Organisée annuellement dans le cadre de la Journée maghrébine de don de sang célébrée le 30 mars de chaque année, cette campagne se poursuivra jusqu'au 21 mars en cours. Le sous-directeur de la santé, de l'action sociale et des activités sportives à la DGSN, Djani Djilali, a affirmé que tous les moyens avaient été mobilisés pour le succès de cette campagne, organisée en coordination avec l'Agence nationale du Sang (ANS) et la Fédération algérienne des donneurs de sang, ajoutant que cette opération vise à collecter des quantités de sang du personnel de la Sûreté nationale et des citoyens pour doter les hôpitaux en cette matière vitale.

R. N.

# Coopération algéro-allemande: cap sur les «communes vertes»

Mettant en avant la nécessité de promouvoir la coopération internationale, notamment avec les Allemands, afin de «tirer profit des bonnes pratiques et développer les projets susceptibles d'apporter les connaissances et les compétences techniques nécessaires aux collectivités locales», Merad a rappelé que les nombreuses activités organisées par les deux parties «ont eu un impact positif et des résultats probants...».



Le soutien de la transition énergétique pour le secteur des collectivités locales, autrement dit le soutien et l'accompagnement des communes dans les efforts pour la transition écologique, notamment à travers un transfert des technologies vertes et des énergies renouvelables, a fait l'objet, dimanche dernier, d'une cérémonie de signature d'un contrat de coopération entre l'Algérie et l'Allemagne. En effet, le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire et l'Agence allemande de coopération internationale (GIZ) ont signé, à Alger, un accord de reconduction du projet de coopération en matière de transition énergétique, dans le cadre du projet des Communes vertes. Au vu de son importance, la cérémonie de signature de l'accord a été supervisée par le

ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Brahim Merad, et l'ambassadrice d'Allemagne à Alger, Elizabeth Wolbers. Dans une déclaration faite à ce sujet, Brahim Merad a précisé que «ce projet, qui s'étale jusqu'à fin 2024, prévoit de nouvelles opérations et une enveloppe supplémentaire de 3,8 millions d'euros», mettant en avant l'importance de cette coopération qui apportera «une valeur ajoutée à la stratégie de transition énergétique mise en place au niveau local», a-t-il précisé. Et de poursuivre au sujet de cette coopération que «l'Algérie a amorcé une nouvelle ère où la transition énergétique est l'une des priorités nationales, conformément aux engagements du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, et à ses orientations en direction du gouver-

nement», a-t-il ajouté. Il a rappelé, dans ce sens, le programme d'investissement qui couvre les biens des collectivités locales et leur assure un accompagnement technique à travers «la sensibilisation, la formation et l'appui technique aux cadres et élus locaux» en vue de «réduire la facture énergétique des communes et limiter les émissions de gaz à effet de serre». Mettant l'accent sur l'impérative promotion de la coopération internationale, notamment avec le partenaire allemand, afin de «tirer profit des bonnes pratiques et développer les projets susceptibles d'apporter les connaissances et les compétences techniques nécessaires aux collectivités locales», Merad a rappelé que les nombreuses activités organisées par les deux parties «ont eu un impact positif et des résultats probants». Il est important de

mettre en exergue le fait selon lequel le projet des Communes vertes est «une nouvelle opportunité de coopération permettant à un plus grand nombre de wilayas et de communes de bénéficier de l'accompagnement et d'un appui en termes d'amélioration des procédures de gestion de la consommation énergétique», selon le premier responsable du ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales. Pour sa part, la diplomate allemande a qualifié le projet d'«important», rappelant que la transition énergétique et la protection du climat étaient au cœur du partenariat algéro-allemand. Par ailleurs, l'ambassadrice allemande en poste en Algérie s'est félicitée, dans le même contexte, du niveau de coopération entre les deux pays dans les différents domaines.

R. N.

## PRÉVENTION ET RÉPRESSION DE L'USAGE ET DU TRAFIC DE STUPÉFIANTS

### Le gouvernement veut alterner la carotte et le bâton

Le ministre de la Justice, garde des Sceaux, Abderrachid Tabi, a présenté, dimanche 19 mars, à l'Assemblée populaire nationale (APN), un exposé sur le projet de loi modifiant et complétant la loi relative à la prévention et à la répression de l'usage et du trafic de stupéfiants et de substances psychotropes. La séance plénière, consacrée au débat autour dudit projet, s'est déroulée sous la présidence de M. Brahim Boughali, président de l'APN, en présence de la ministre des Relations avec le Parlement, Basma Azouar. A ce titre, M. Tabi a indiqué que la loi relative à la prévention et à la répression de l'usage et du trafic de stupéfiants et de substances psychotropes, en vigueur depuis 2004, a démontré «plusieurs lacunes et vides juridiques à prendre en charge par le nouveau projet de loi, notamment celles relatives à la

classification des drogues et des psychotropes qui s'ajoutent à l'absence de dispositions relatives à la coopération internationale, au niveau de l'actuelle mouture, alors que ces crimes sont souvent transfrontaliers ». La mission de mise en place de cette stratégie nationale, ajoute le ministre, sera attribuée à l'Office national de lutte contre la drogue et la toxicomanie (ONLDT), en coordination avec tous les intervenants en la matière, à l'instar des différents secteurs ministériels et de la société civile. Cette stratégie, ajoute le ministre, «est basée sur le renforcement du rôle des centres culturels et sportifs, des maisons de jeunes et des médias dans l'opération de sensibilisation à l'impact des stupéfiants et des substances psychotropes ». Le nouveau texte de loi prévoit la révision des dispositions relatives aux mesures

thérapeutiques à travers «un suivi particulier des prévenus mineurs qui observent une cure de désintoxication, à l'encontre desquels les poursuites judiciaires seront abandonnées s'ils suivent ce traitement avant la mise en mouvement de l'action publique ou leur exemption des sentences s'ils poursuivent ce traitement après la mise en mouvement de l'action publique ».

Il prévoit, en outre, la révision des dispositions pénales, à travers «l'instauration d'une protection spéciale pour les pharmaciens par l'introduction de peines contre toute personne tentant d'obtenir des psychotropes par la menace ou l'agression ». Parmi les dispositions pénales sévères contenues dans le projet de loi, figure une peine de prison allant jusqu'à 30 ans si l'auteur est un agent public dont la fonction a facilité le crime.

La peine sera portée à la perpétuité si tels actes sont commis par un groupe criminel organisé.

Pour renforcer les mécanismes d'investigation, le projet de loi donne au procureur de la République ou au juge d'instruction «les prérogatives d'autoriser la police judiciaire de localiser la position géographique des mis en cause, des coupables, l'élément du crime ou n'importe quelle marchandise ou autres ayant trait au crime, et ce, à travers l'utilisation des technologies de l'information et de la communication via le système informatique ou la mise en place de moyens techniques destinés à cet effet ». Les députés ont ouvert, après présentation du texte de loi, le débat qui se poursuivra dans la soirée.

Y. B.

NOUHOUM SARR, DÉPUTÉ MALIEN ET MEMBRE DU CONSEIL NATIONAL DE TRANSITION (CNT):

# «La présence militaire française au Mali n'a rien réglé, au contraire la situation s'est aggravée»

L'homme politique malien s'est exprimé au sujet de la mutation politique que traversent de nombreux pays africains, un processus au cœur du rabattage des cartes entre les gouvernements africains et les anciennes puissances coloniales.

C'est avec ces mots que Nouhoum Sarr, député malien, et membre du Conseil National de Transition (CNT), a décrit l'état des relations entre Bamako et Paris.

Dans une interview accordée à Anadolu, Nouhoum Sarr est revenu sur les relations très compliquées entre son pays et la France.

Avant d'entrer dans le vif du sujet, le député malien a souhaité s'exprimer sur les tremblements de terre qui ont frappé le 6 février le sud de la Turquie.

"Nous avons été profondément choqués par cette terrible tragédie que le peuple turc a vécue. Nous présentons nos condoléances aux familles des victimes et à l'ensemble du peuple turc", a-t-il dit.

Avant de proposer l'aide de son pays pour surmonter cette tragédie : "Nous sommes disponibles pour accompagner, aider le gouvernement turc pour faire face à cette épreuve. Nous faisons confiance à la capacité de résilience du peuple turc et nous ne doutons pas qu'il arrivera à se surpasser pour transcender cette terrible tragédie. Nous sommes disposés à les accompagner, à les soutenir et à faire tout ce que nous pouvons, car les Turcs sont nos amis et nous sommes à leur entière disposition."

Le Mali et son peuple, comme beaucoup d'autres pays et peuples africains, ont fait preuve d'une exceptionnelle solidarité et compassion avec le drame vécu par la Turquie.

Pour le politicien malien, cette solidarité est le reflet de la mutation que traversent les pays et populations en Afrique.

"La jeunesse africaine qui n'a pas connu la colonisation, qui n'a pas connu les premières années des indépendances, est aujourd'hui totalement décomplexée, et n'a que pour seul désir, celui de traiter avec toutes les nations d'égal à égal, dans le cadre d'un partenariat gagnant-gagnant, et veut se détacher des chaînes de la domination, de la subordination", explique-t-il.

"Ce n'est plus l'Afrique qui tend la main, qui vient mendier chez les grands pays, mais qui veut assumer son destin, sa posture de peuple libre", ajoute-t-il.

Dans ce contexte, pour Sarr, il est totalement logique que les pays et peuples africains viennent en aide à la Turquie, un "grand pays, source d'inspiration".

"Les dirigeants de l'ex-puissance coloniale ont eu des attitudes pas très amicales avec le peuple malien"

Quant à la situation des relations bilatérales avec Paris, le membre du CNT malien n'est pas tendre avec Paris.

Il explique que l'histoire est au

centre des difficultés actuelles, autant que l'approche et le comportement des dirigeants français.

"Les relations avec l'ex-puissance coloniale ne sont pas au beau fixe en raison des péripéties de l'histoire", confirme-t-il.

Tout en insistant sur le fait que le Mali n'a aucun problème avec le peuple français, "grand peuple, celui des Lumières, de la Liberté et des Droits de l'homme", « mais les circonstances de l'histoire ont fait que les dirigeants français ont eu des attitudes pas très amicales avec le peuple malien".

Les relations se sont encore compliquées quand les Maliens ont "fait le choix de la souveraineté nationale", affirme-t-il.

"Nous avons fait le choix de la souveraineté nationale, le choix de la défense de nos intérêts stratégiques, le choix d'assumer notre droit inaliénable de coopérer avec tous les pays du monde dans le cadre de nos intérêts".

Et de continuer : "Aujourd'hui les dirigeants maliens ont décidé d'assumer leur posture qui est de regarder les dirigeants français et de leur dire « nous sommes d'accord avec le partenariat, mais nous ne sommes pas d'accord avec la domination, ce n'est pas à vous de nous dicter notre politique".

## CE QUI N'A PAS PLU À PARIS, CONFIE-T-IL.

"Les dirigeants français ont estimé que ce n'était pas acceptable pour eux, et de façon unilatérale, ils ont décidé de retirer les forces Barkhane. Sans concertation avec le peuple malien, sans demander notre avis, sans même en référer aux autorités".

Dans ce contexte, le Mali ne pouvait que constater la décision française de se retirer, faisant confiance "à son peuple et les pays amis qui veulent l'aider".

"Nous sommes aujourd'hui en partenariat avec plusieurs pays, la Russie, la Turquie, la Chine, qui nous aident en nous fournissant des équipements à la pointe de la technologie, pour vraiment renforcer les capacités opérationnelles de l'armée nationale qui fait un excellent travail sur le terrain", partage-t-il, se félicitant du passage des effectifs de l'armée nationale de 20 mille à plus de 50 mille en l'espace de 2 ans.

Constatant une dégradation de la situation sécuritaire dans son pays après l'arrivée des forces françaises, le député a défendu le désir de liberté et de souveraineté nationale voulu par les autorités maliennes.

"Quand les forces aussi modernes, aussi équipées, d'un pays aussi puissant que la France, sont sur votre territoire, et que la situation sécuritaire s'empire, vous êtes tentés d'ob-



server la situation sécuritaire après leur départ. Parce qu'elle n'était pas comme ça avant leur arrivée, elle s'est empirée avec leur arrivée", défend-il.

"Nous avons donc testé leur départ, pour revenir à la situation d'avant leur présence, parce qu'avant, la situation était un peu maîtrisée, mais avec leur présence elle a explosé. Ce qui fait naître beaucoup de supputations, beaucoup de rumeurs, et donc nous sommes en train de tester cela", insiste-t-il.

## ET LES RÉSULTATS COMMENCENT À SE FAIRE RESSENTIR, SOUTIENT-IL.

"Donc pour le Mali les résultats sont en train d'être atteints, les groupes terroristes sont aujourd'hui acculés, ils se manifestent par des attaques de banditisme, des attaques kamikazes, l'attaque du camp de Kati en est la preuve, ils s'attaquent aux civils, ils font de la guérilla, c'est ça la technique des terroristes, lorsqu'elle est en train de perdre, elle se manifeste par le 'spectacle', des attaques spectaculaires", explique-t-il.

## LA LUTTE CONTRE LE TERRORISME

Pour le député malien, les pays voisins comme le Burkina Faso et la Guinée, sont en train de suivre le même chemin.

Le Burkina Faso, la Guinée, sont des pays qui traversent une situation un peu similaire. Ce sont des pays qui ont connu des renversements de régimes, le Burkina et le Mali ont en connu 2 chacun, la Guinée 1, rappelle-t-il.

"Cette situation de malheur nous impose à être ensemble pour faire face à l'ennemi. Et c'est dans ce contexte-là que nous sommes en train de déve-

lopper des rapports sécuritaires, l'armée malienne intervient régulièrement sur le territoire burkinabé, en partenariat avec les forces burkinabés. Le Mali est un exemple pour le Burkina, qui vient également de demander le départ des forces spéciales françaises, parce que leur présence n'a servi à rien. Malgré leur présence, la situation sécuritaire s'est aggravée", défend-il.

"Nous sommes deux pays qui ne disposons pas suffisamment de ressources, nous avons donc obligation de mettre nos ressources en commun. C'est ce que nous sommes en train de faire. La nature a fait que nous n'avons pas d'accès au littoral, la Guinée est un pays qui a accès à la mer, elle se trouve dans une situation d'exception comme nos deux pays, c'est normal qu'on se mette ensemble, ça fait des jaloux mais ce n'est pas grave !", rapporte-t-il.

## LA TRANSITION AU MALI

Le Mali a connu l'an passé deux coups d'Etat. Le pays, qui fait face à des sanctions internationales, notamment de la Cédéao (Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest), opère une période de transition. "Nous faisons tout pour que les relations avec la Cédéao soient des relations fraternelles, continuent à l'être. Notre pays a été la cheville ouvrière de la création de la Cédéao, la semence de la Cédéao a germé au Mali en 1975", rappelle-t-il.

"Donc, nous avons, à un moment donné, exprimé nos incompréhensions face à l'attitude de la Cédéao, qui, tout le monde l'a constaté, a été fortement influencée par des puissances extrarégionales, ces puissances-là, en l'occurrence l'ex-puissance

coloniale, n'ont que d'autres objectifs, celui d'isoler le Mali, de continuer à imposer à notre peuple un modèle qui n'est pas le nôtre, à faire en sorte que nous continuons à être l'enfant soumis, et ça nous avons dit NON !", poursuit-il.

"La Cédéao avait pris un mauvais chemin. Je crois qu'elle est vraiment en train de revenir à des meilleurs sentiments. L'Envoyé spécial M. Goodluck Jonathan vient de quitter Bamako la semaine dernière, et il a eu des mots très aimables à l'égard du processus de transition", confie-t-il.

Et d'ajouter : "Le processus de transition suit son cours normalement malgré les difficultés. Ce n'est pas à vous, Turcs, qu'on va dire que quand un peuple veut se libérer qu'il ne connaît pas de difficultés. Lorsque vous décidez d'assumer votre souveraineté, de vous libérer, on fait tout pour que vous connaissiez des difficultés. Donc le Mali connaît aujourd'hui certaines difficultés, d'ordre économique, financier... mais tous les peuples qui se sont libérés sont forcément passés par là."

Et de conclure : "Nous pensons que c'est notre tour de passer par là, pour que demain, nos enfants et nos petits-enfants puissent vivre dans un pays où sa souveraineté est respectée, où l'économie pourra décoller, où la sécurité sera revenue, où le parc sanitaire sera renouvelé, où l'énergie sera maîtrisée et l'agriculture connaîtra un essor. C'est notre objectif, c'est pourquoi nous acceptons de souffrir aujourd'hui, nous acceptons de faire face à toute sorte d'adversité, pour que notre pays puisse se relever, dans la dignité, dans le respect, et surtout dans la paix.

Par Agence Anadolu

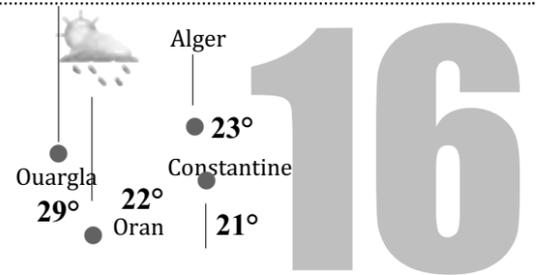


## UN JOUEUR DU WERDER BRÊME VEUT PORTER LE MAILLOT DE L'ÉQUIPE NATIONALE DE FOOTBALL

Né de mère algérienne, Mitchell Weiser (28 ans), défenseur du Werder Brême en Allemagne, affirme vouloir rejoindre l'équipe nationale de football, selon plusieurs médias dont le journal français l'Equipe. Né à Troisdorf en Allemagne, Mitchell Weiser a participé et remporté le titre de

champion d'Europe avec la sélection allemande des moins de 21 ans en 2017. « J'ai toujours eu cette option en tête. C'est un objectif important pour moi de jouer dans un grand tournoi et avec l'Algérie, je pense que j'ai plus de chances d'y parvenir », a déclaré Weiser lors d'une confé-

rence de presse jeudi dernier, rapporte l'Equipe. Évoluant au poste d'arrière droit, Mitchell Weiser est passé par le Bayern Munich et le Bayer Leverkusen. Il est le fils de l'ancien joueur Patrick Weiser, qui a joué au Stade Rennais de 1997 à 1999.



FADJR	DOHR	ASR	MAGHREB	ISHA
05:17	12:55	16:22	19:00	20:23

# L'EXPRESS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION // MARDI 21 MARS 2023 // N°519 // PRIX 20 DA

2<sup>E</sup> CONFÉRENCE PARLEMENTAIRE « RUSSIE-AFRIQUE »

## Une délégation parlementaire y prend part

**Le parachèvement du processus de décolonisation en Afrique et la garantie du droit des peuples à l'autodétermination ne sauraient se réaliser sans la solidarité interafricaine et le soutien de la cause sahraouie sur la base des fondements et des références de la lutte et de la légalité internationale...**



Une délégation parlementaire prend part à la deuxième Conférence parlementaire internationale "Russie-Afrique dans un monde multipolaire" dont les travaux se sont ouverts dimanche à Moscou, selon un communiqué du Conseil de la nation. Composée des membres

des deux chambres du Parlement, la délégation algérienne participe aux travaux de cette conférence organisée par la Douma (Parlement russe), les 19 et 20 mars courant. Lors de leurs rencontres avec les délégations participantes, en marge des tables rondes, les représentants du Parlement algérien ont affirmé que "le développement de l'économie mondiale passe

par le renforcement de la sécurité, de la paix et de la stabilité et le développement équilibré et équitable entre le Nord et le Sud". "Le rapprochement Russie-Afrique est le principal catalyseur pour la concrétisation de cet objectif", ont souligné les membres de la délégation. Dans ce sillage, ils ont mis en avant le rôle des parlements qui s'inscrivent dans le cadre des démarches de développement et d'approfondissement du dialogue sur le double plan régio-

nal et international afin de promouvoir les liens de solidarité entre les peuples et l'équilibre des relations économiques mondiales à l'avenir". Ils ont rappelé que "les différents défis et menaces de l'heure ont dévoilé plusieurs dysfonctionnements dans le système mondial actuel et les mécanismes de sa régulation, d'où la nécessité d'asseoir les règles d'un nouveau système multilatéral basé sur la gouvernance mondiale consultative et inclusive", selon le communiqué. "Le parachèvement du processus de décolonisation en Afrique et la garantie du droit des peuples à l'autodétermination ne sauraient se réaliser sans la solidarité interafricaine et le soutien de la cause sahraouie sur la base des fondements et des références de la lutte et de la légalité internationale", ont-ils estimé. Le président russe Vladimir Poutine devait présider hier lundi l'ouverture de la séance plénière de cette conférence. **R.N.**

CELA S'EST PASSÉ SUR LES HAUTEURS DE LA VILLE DE BÉJAÏA

### TENTATIVE DE CAMBRIOLAGE D'UNE POSTE EN VILLE

Dans le cadre de la lutte contre toutes les formes de criminalité, les éléments de la police relevant de la septième Sûreté urbaine de Béjaïa ont réussi à arrêter un criminel âgé de 28 ans qui tentait de cambrioler l'unité postale de "Taassast" sur les hauteurs de la ville de Béjaïa, selon un communiqué de la cellule d'information et de communication de la Sûreté de wilaya de Béjaïa. Les faits remontent à la fin de la semaine dernière lors d'une patrouille ordinaire, lorsque les policiers ont remarqué un homme qui s'introduit dans le logement situé au-dessus de la poste par une petite fenêtre de derrière, probablement laissée ouverte par hasard. Encerclé, et après négociation, le malfaiteur s'est finalement livré aux policiers. Après son transfert au commissariat, il s'est avéré que le malfaiteur était ivre et sous l'influence de la drogue, ce qui l'a poussé à commettre son acte. Présenté devant les juridictions compétentes, et accusé "de tentative de vol par effraction", il a été mis sous mandat de dépôt, après une comparution directe.

**Idir M.**

OPÉRATION DE BOISEMENT DE GRANDE AMPLEUR

### PLUS DE 4 MILLIONS D'ARBRISSEUX PLANTÉS

Le directeur général des forêts (DGF), Djamel Touahria, a fait état, hier à Alger, de la plantation de plus de 4 millions d'arbrisseaux depuis le lancement, le 25 octobre dernier, de l'opération de boisement pour la saison en cours. Invité du forum de la Radio nationale, M. Touahria a précisé que depuis le 25 octobre dernier, Journée nationale de l'arbre, plus de 4 millions d'arbrisseaux ont été plantés avec la participation des différents acteurs, y compris les associations compte tenu de la grande importance de l'opération. Dans ce contexte, le DGF a mis en exergue l'importance du programme de réhabilitation du barrage vert, basé sur la plantation de plusieurs sortes d'arbres forestiers, fourragers, fruitiers et résistants, affirmant que les espèces choisies « sont d'une grande valeur économique et profitent aux populations des régions avoisinant ce barrage naturel ». S'agissant des projets de plantation de l'arganier, M. Touahria a affirmé que le

développement de cette culture se fait notamment au niveau des pépinières des wilayas de Tindouf, Adrar, Timimoun et In Amenas pour bénéficier de leurs huiles, annonçant l'inauguration en mai prochain du centre de développement de l'arganier de Tindouf. Concernant la lutte contre les incendies de forêt en prévision de l'été prochain, le responsable a affirmé qu'un travail est en cours pour l'actualisation de la stratégie nationale de lutte contre les feux de forêt, en tenant compte des expériences précédentes. Et d'ajouter que grâce aux efforts exceptionnels déployés l'année dernière, la superficie des forêts touchées par les feux n'a pas dépassé les 26.000 ha l'année dernière, contre plus de 100.000 ha ravagés en 2021. M. Touahria a indiqué, en outre, qu'un programme était en cours de réalisation relatif à l'ouverture des chemins forestiers pour l'intervention rapide en cas d'urgence.

**APS**

LOI POUR LA LUTTE CONTRE LA TRAITE DES ÊTRES HUMAINS

### UNE MESURE « PROACTIVE », ASSURE TABI

La proposition d'une loi portant prévention et lutte contre la traite des êtres humains était une mesure « proactive » face à ce phénomène étranger à notre société, selon le ministre de la Justice, Garde des Sceaux, Abderrachid Tabi. Répondant aux interrogations des députés de l'Assemblée populaire nationale (APN), concernant le projet de loi, M. Tabi a affirmé que « même si le phénomène est étranger à la société algérienne et même si nous sommes moins exposés par rapport à d'autres pays », il n'en demeure pas moins qu'il était impératif d'élaborer « un texte proactif », en vue de lutter contre ce phénomène. Le texte de loi s'inscrit, ajoute le ministre, dans le cadre de l'adaptation de la législation nationale aux traités internationaux ratifiés par l'Algérie, lesquels font obligation à la communauté internationale à l'effet de promulguer une loi spéci-

fique à la lutte contre ce phénomène, relevant à l'occasion que le Code de procédure pénale amendé en 2009, englobait des dispositions visant à lutter contre ce phénomène. Concernant la proposition de création d'un mécanisme national de lutte et de prévention de ce phénomène, le ministre de la Justice a rappelé qu'en 2016, une commission nationale a été créée et s'est vue confier les mêmes missions et qu'en vertu du projet de loi présenté au débat, des prérogatives plus larges seront conférées à cette même commission. S'agissant de la proposition de certains députés portant inclusion du phénomène de trafic de migrants dans le projet de loi, le ministre a précisé qu'il s'agissait de deux phénomènes bien distincts. Le premier phénomène, explique le ministre, intervient suite à une négociation entre les deux parties, celui de la traite des êtres humains touche,

quant à lui, une catégorie vulnérable et privée de liberté. A propos de l'aspect préventif, qui a occupé une grande partie du débat, lors duquel les députés ont souligné l'impératif de lutter contre les facteurs à l'origine de la recrudescence de ce phénomène à l'instar de la pauvreté et du chômage, le ministre de la Justice a affirmé que l'Algérie faisait partie des « pays leaders » en matière de systèmes de protection sociale et de solidarité. « Notre pays a fait ses preuves en matière d'accès à l'emploi, en témoignent des organisations internationales dont les Nations Unies », a ajouté le ministre. Les députés de l'APN avaient salué, mercredi, la teneur du texte du projet de loi présenté par le ministre, le considérant comme étant un plus pour la législation algérienne afin de faire face à ce phénomène.

**Y.B.**